

Fcno 00011929/crsw/c. Bygma/Kelou/2024

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI

COMMUNE DE BAYANGAM

SECRETARIAT GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION DES
MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

WEST REGION

KOUNG-KHI DIVISION

BAYANGAM COUNCIL

GENERAL S0ECRETARY

INTERNAL PUBLIC
PROCUREMENT MANAGEMENT
STRUCTURE

LA COMMUNE DE BAYANGAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DE LA COMMUNE DE BAYANGAM(CIPM)

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°002/AONO/C.BYGAM/SG/ SIGAMP/CIPM/2024 DU

1-1 MARS 2024

POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE
L'ECOLE PUBLIQUE DE KAGNIE (LOT1) ET DE L'ECOLE PUBLIQUE
DE BATOUFAM MARCHE (LOT2) DANS LA COMMUNE DE
BAYANGAM, DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI, (REGION DE
L'OUEST).

FINANCEMENT : BIP EXERCICE 2024 - MINEDUB

INTITULE	LOT 01	LOT 02
IMPUTATION :		
MONTANT :	10 000 000 F CFA	10 000 000 F CFA

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

JANVIER 2024

Table des matières

Aucune entrée de table des matières n'a été trouvée.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI

COMMUNE DE BAYANGAM

SECRETARIAT GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION DES
MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

WEST REGION

KOUNG-KHI DIVISION

BAYANGAM COUNCIL

GENERAL S0ECRETARY

INTERNAL PUBLIC PROCUREMENT
MANAGEMENT STRUCTURE

1-1 MARS 2024

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/C.BYGAM/SG/ SIGAMP/CIPM/2024 DU
POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE L'ECOLE PUBLIQUE
DE KAGNIE (LOT1) ET DE L'ECOLE PUBLIQUE DE BATOUFAM MARCHÉ (LOT2) DANS LA
COMMUNE DE BAYANGAM, DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI, (REGION DE L'OUEST).**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public exercice 2024, le Maire de la commune de Bayangam (Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante) lance pour le compte de sa commune, un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation des salles de classe l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2) dans la commune de Bayangam, Département du KOUNG-KHI, Région de l'ouest.

2. Consistance des prestations

Les prestations objets du présent Appel d'Offres consistent à des salles de classe l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2) dans la commune de Bayangam

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de 03 (trois) mois pour chaque lot à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel desdites prestations se chiffre à hauteur de

INTITULE	LOT 01	LOT 02
MONTANT :	10 000 000 F CFA	10 000 000 F CFA

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises installées sur le territoire national exerçant dans le domaine du bâtiment et travaux publics.

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investisse Public de l'exercice 2024 sur la ligne :

INTITULE	LOT 01	LOT 02
IMPUTATION :		

7. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de 200 000 (deux cent mille) FCFA pour chaque lot établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances (voir la liste à la pièce 11 du DAO) ; cette caution devra être valable pendant 30 (trente) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables auprès de la structure interne de gestion administrative des Marchés publics de la commune de BAYANGAM, dès publication du présent avis. Tel : 675432325 porte 101.

09. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu auprès de la structure interne de gestion administrative des Marchés publics de la commune de BAYANGAM, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de 40 000 (quarante mille)FCFA payable à la recette municipale de Bayangam et représentant les frais d'acquisition du DAO.

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en 07(sept) exemplaires dont 01(un) original et 06 (six) copies marqués comme tels, devra parvenir à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics de la commune de BAYANGAM, , au plus tard le _____ à _____ heures, heure locale et devra porter la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT 004/AONO/C.BYGAM/SG/SIGAMP/CIPM/2024 DU

11 MARS 2024

**POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE L'ECOLE
PUBLIQUE DE KAGNIE (LOT1) ET DE L'ECOLE PUBLIQUE DE BATOUFAM MARCHE (LOT2) DANS LA
COMMUNE DE BAYANGAM, DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI, (REGION DE L'OUEST)
NB : A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT»**

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, toutes les pièces du dossier administratif doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être daté de **moins de 03 (trois) mois** à : compter de la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète au regard des prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances sera déclarée irrecevable et entraînera le rejet de l'offre.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps le _____ à _____ heures, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Bayangam, dans la salle de la médiathèque du cercle municipal de Bayangam siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

13 . Critères d'évaluation des offres techniques

A. Critères éliminatoires :

1. absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
2. fausse déclaration ou pièce falsifiée;
3. absence ou non-conformité d'une pièce au dossier administratif au-delà de 48 heures ;
4. absence d'un volume ou d'un exemplaire de l'offre
5. omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires ou d'un sous détail de prix
6. note technique inférieure à 70%.

B. Critères essentiels :

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

Présentation (02 oui)

*présentation de l'offre

Personnel (12 oui)

*personnels d'encadrement de l'entreprise

Expérience (02oui)

*référence de l'entreprise

Matériels (03 oui)

*matériel de chantier à mobiliser

Méthodologie (07 oui)

L'évaluation des offres techniques se fera suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels des qualifications ci-dessus

Toute soumission n'ayant pas obtenu une note de 19/26« OUI » ne verra pas son offre financière examinée.

14. Critère d'attribution

La lettre commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura satisfait à 100% des critères éliminatoires et dont l'offre aura été évaluée la moins-disant.

15. Nombre maximum de lots pouvant être attribués à une même entreprise :

Les entreprises ayant soumissionnées pour les 02 lots, peuvent être adjudicataire de plus de 01 lot

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent en gagés par leur offre pendant une durée de 90 (quatre-vingt-dix) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Mairie de Bayangam ou appeler le numéro tel +237 675 43 23 25 ;

Copie :

- MINMAP
- ARMP
- CIPM
- Affichage
- Archive/chrono



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI

COMMUNE DE BAYANGAM

SECRETARIAT GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION DES
MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

WEST REGION

KOUNG-KHI DIVISION

BAYANGAM COUNCIL

GENERAL S0ECRETARY

INTERNAL PUBLIC
PROCUREMENT MANAGEMENT
STRUCTURE

11 MARS 2024 OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 004/ONIT/ C.BYGAM/SG/SIGAMP/CIPM/2024 OF
FOR THE WORKS OF REHABILITATION THE CLASSROOM OF THE GOVERNMENT
PRIMARY SCHOOL OF KAGNIE (LOT1) AND THE CLASSROOM OF THE GOVERNMENT PRIMARY
SCHOOL OF BATOUFAM MARCHE (LOT2) BAYANGAM Sub- Division, KOUNG-KHI DIVISION, WEST
REGION.

1. Subject of the invitation to tender:

The Mayor of the municipality of BAYANGAM here by announces an Open National Invitation to Tender for the works of rehabilitation the classroom of the government primary school of Kagnie (lot1) and the classroom of the government primary school of Batoufam Marche (lot2), BAYANGAM Sub- Division, KOUNG-KHI Division, West Region.

2- Nature of works:

The services covered by this call for tenders consist to rehabilitee the classroom of the government primary school of Kagnie (lot1) and the classroom of the government primary school of Batoufam Marche (lot2).

3 - Execution deadline:

The supplies are required to be delivered within three 03 (months) with effect from the date of notification of the service order.

4-Estimated cost:

The estimated cost of the operation following prior studies stands is :

INTITULE	LOT 01	LOT 02
MONTANT :	10 000 000 F CFA	10 000 000 F CFA

5-Participationandorigin:

Participation in this invitation to tender is opened to all companies and enterprises operating in Cameroon.

6- Financing:

The building works, object of this Open National Invitation to Tender, will be financed by the Public Investment Budget (PIB) 2024; Budget Head

INTITULE	LOT 01	LOT 02
IMPUTATION :		

7- Provisional bid bond:

Each bidder must include in their administrative documents, a bid bond established and issued by a first rank bank approved by the Ministry in charge of Finance and of which the list features in document 11 of the Invitation to tender (DAO), amounting 200 000 (two hundred thousand) FCFA and valid for thirty days beyond the original date of bid validity.

8 - Consultation of tender file:

The tender file may be consulted during working hours at BAYANGAM Municipal Hall, Phone: 675 43 23 25

9 -Acquisition of tender file

The Tender Document may be obtained during working hours BAYANGAM Municipal Hall, upon the publication of this Notice on the presentation of a receipt attesting to the payment of a non-refundable sum of 40 000 (forty thousand) CFA francs payable at the Public Treasury representing the DAO acquisition costs.

10- Submission of offers

Each bid drafted in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies labeled as such, should reach sealed at the BAYANGAM Municipal Hall, latest on _____ at ____a.m local time and should be labeled as follows:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERN° 004/ONIT/C.BYGAM/SG/SIGAMP/CIPM/2023 OF
FOR THE WORKS OF REHABILITATION THE CLASSROOM OF THE GOVERNMENT
PRIMARY SCHOOL OF KAGNIE (LOT1) AND THE CLASSROOM OF THE GOVERNMENT PRIMARY
SCHOOL OF BATOUFAM MARCHE (LOT2) BAYANGAM COUNCIL, KOUNG-KHI DIVISION, WEST
REGION.**

NB: to be opened only at the official session of the tenders board"

11- Admissibility of offers.

Under pain of rejection, the administrative documents required, including a bid bond, should be produced in originals or in certified true copies by competent authorities, in accordance with the stipulations of the General Regulations of the Invitation to tender. They should be dated not more than three (03) months or should have been established later to the date of signing the Invitation Notice.

Any bid not compliant with the prescriptions of this Notice and Invitation to tender shall be declared inadmissible. Bids reaching after the dates and time-limits for the submission shall not be admissible.

12- Opening of bids

The opening of bids, which shall be carried out in one phase, shall take place on _____ at _____ a.m prompt by the BAYANGAM Municipal Media library.

Only bidders or their duly mandated representatives having perfect knowledge of the file shall be called upon to take part in the opening session.

13- Evaluation criteria

A. Eliminary criteria:

- Absence or non-conformity of the bid bond
- False declaration or falsified documents;
- Absence or non-conformity of a part according after 48 hours ;
- Absence of one volum or one copie of the tender
- Omission of a quantified price of coast estimate
- Failure to meet 70% of the qualification criteria for the technical offer

B. Essential criteria:

- General presentation of bid (02 yes) ;
- Enterprise supervisors Staff(12 yes)
- References;(02 yes)
Enterprise reference
- Materials (03 yes)
Compliance of the equipment to the technical specifications of the Invitation to tender;
- methodology(07 yes);

Evaluation of technical bids will be done with binary system (yes/no) according to Essential criteria of qualification listen below

Any submission not having obtained a cumulative note of 19/26« YES» shall not have its financial bid examined.

14- Award criterion: The contract will be awarded to the tenderer who meets 100% of qualifying criteria and whose offer has been lowest evaluated.

15- Maximum number of lots that can be awarded to the same company:

The Compagny who subcribe the 02 lots, can be successful bidder of these 01 lots.

16- Validity of offers:

Bids shall be valid for a period of 90 (ninety) days, with effect from the date of submission of tenders.

17- Complementary information:

Further information of technical type may be obtained at the BAYANGAM Municipal Hall. Phone: 675 43 23 25 door 101.

Copies to:

- MINMAP
- ARMP
- CIPM
- Project Owner concerned
- Display
- Stop watch/Archive

THE CONTRACTING AUTHORITY
(Mayor of the Municipality of BAYANGAM)
LE MAIRE
JOSEPH TAMO FOTSO
Officier de l'Ordre de la Valeur

**PIECE N° 2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES
(RGAO)**

Table des matières

A. Généralités.....	
Article 1 : Portée de la soumission.....	
Article 2 : Financement.....	
Article 3 : Fraude et corruption.....	
Article 4 : Candidats admis à concourir.....	
Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés.....	
Article 6 : Qualification du Soumissionnaire.....	
Article 7 : Visite du site des travaux.....	
B. Dossier d'Appel d'Offres.....	
Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres.....	
Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours.....	
Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres.....	
C. Préparation des offres.....	
Article 11 : Frais de soumission.....	
Article 12 : Langue de l'offre.....	
Article 13 : Documents constituant l'offre.....	
Article 14 : Montant de l'offre.....	
Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement.....	
Article 16 : Validité des offres.....	
Article 17 : Caution de Soumission.....	
Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires.....	
Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres.....	
Article 20 : Forme et signature de l'offre.....	
D. Dépôt des offres.....	
Article 21 : Cachetage et marquage des offres.....	
Article 22 : Date et heure limite de dépôt des offres.....	
Article 23 : Offres hors délai.....	
Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres.....	
E. Ouverture des plis et évaluation des offres.....	
Article 25 : Ouverture des plis et recours.....	
Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure.....	
Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante.....	
Article 28 : Détermination de la conformité des offres.....	
Article 29 : Qualification du soumissionnaire.....	
Article 30 : Correction des erreurs.....	
Article 31 : Conversion en une seule monnaie.....	
Article 32 : Evaluation des offres au plan financier.....	
Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux.....	
F. Attribution de la lettre commande.....	
Article 34 : Attribution de la lettre commande.....	
Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux.....	
ou d'annuler une procédure.....	
Article 36 : Notification de l'attribution de la lettre commande.....	
Article 37 : Publication des résultats d'attribution de la lettre commande et recours.....	
Article 38 : Signature de la lettre commande.....	
Article 39 : Cautionnement définitif.....	

Règlement Général de l'Appel d'Offres

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

1.1. L'Autorité Contractante, définie dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour la construction et/ou l'achèvement des Travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs, sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution des marchés.

En vertu de ce principe :

a. Les définitions ci-après sont admises:

- i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,
- ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- iii. "pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- iv. "pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.
- v. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Toute proposition d'attribution est rejetée, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas 02 (deux) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt.

- i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a

- fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou
- ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre.
 - iii l'autorité contractante ou le maître d'ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics

c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage.

Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5.1. Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre de la lettre commande doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre de la lettre commande sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire;
- b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré- qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter la lettre commande.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. Les litiges en cours ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et la lettre commande doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage et de l'Autorité Contractante pour l'exécution de la lettre commande ;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. le Maître d'Ouvrage est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou

agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'il demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet de la lettre commande. fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions de la lettre commande. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

Pièce n°1 La lettre d'invitation à soumissionner (pour les Appels d'Offres Restreints) ;

Pièce n°2 L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;

Pièce n°3 Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;

Pièce n°4 Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;

Pièce n°5 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Pièce n°6 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Pièce n° 7 Le cadre du Bordereau des Prix unitaires ;

Pièce n°8 Le cadre du Détail quantitatif et estimatif ;

Pièce n°9 Le cadre du Sous-Détail des Prix unitaires ;

Pièce n°10 Le modèles de marché

a. Le cadre du planning d'exécution ;

b. Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;

c. Modèle de lettre de soumission ;

d. Modèle de caution de soumission ;

e. Modèle de cautionnement définitif ;

f. Modèle de caution d'avance de démarrage ;

g. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie;

Pièce n° 11 Modèles à utiliser par les Soumissionnaires ;

a. Modèle de marché ;

Pièce n° 12 Justificatifs des études préalables ; à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

Pièce n° 13 La liste des établissements bancaires et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans le RPAO avec copie au Maître d'Ouvrage. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres, y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire potentiel qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Ministre chargé des Marchés publics.

9.3. Le requérant adresse une copie de ladite requête à l'Autorité Contractante et à l'Organisme chargé de la Régulation et au Président de la Commission.

9.4. L'Autorité Contractante dispose de 05 (cinq) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise au MINMAP et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1. L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 11 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. L'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13 : Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

b.2. Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.).

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions de la lettre commande

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant la lettre commande, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4. Commentaires (facultatifs)

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;

3. Le détail estimatif dûment rempli ;
4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
5. L'échéancier prévisionnel de paiements le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

13.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

Article 14 : Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant de la lettre commande couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'Article 1.1 du RGAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8 du DAO.

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement de la lettre commande.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre de la lettre commande, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays de l'Autorité Contractante spécifiée aux RPAO et dénommée "monnaie nationale".

b. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. L'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant de la lettre commande peut être révisée d'un commun accord par l'Autorité Contractante et l'entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre de la lettre commande.

Article 16 : Validité des offres

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

16.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16.3. Lorsque la lettre commande ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de 60 (soixante) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des 60 (soixante) jours à la date de notification de la lettre commande ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 17 : Caution de soumission

17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

17.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant 30 (trente) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 16.2 du RGAO.

17.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

17.4. Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de publication des résultats.

17.5. La caution de soumission de l'attributaire de la Lettre Commande sera libérée dès que ce dernier aura signé la Lettre Commande et fourni le Cautionnement définitif requis.

17.6. La caution de soumission peut être saisie :

a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;

b. Si, le soumissionnaire retenu :

i. Manque à son obligation de souscrire la lettre commande en application de l'article 38 du RGAO, ou

ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO.

iii. Refuse de recevoir notification de la lettre commande ou de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.

18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'Autorité Contractante telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Autorité Contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'Autorité Contractante n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les

dispositions de l'Article 32.2(g) du RGAO.

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

19.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieux et date indiqués dans le RPAO.

19.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne à l'Autorité Contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le Maître d'Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'Article 19.4 ci-dessous.

19.4. Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Autorité Contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l'Article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

19.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 20 : Forme et signature de l'offre

20.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1

(a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

20.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D. Dépôt des offres

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

21.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du Soumissionnaire.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

21.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du RGAO.

21.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 Susvisés, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres

22.1. Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

22.2. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 23 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres

Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

24.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 25 : Ouverture des plis et recours

25.1. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, toutefois pour les projets complexes notamment ceux ayant fait l'objet d'une procédure de pré qualification, l'ouverture peut se faire en deux temps.

La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

25.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

25.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.4. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

25.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

25.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

25.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé au Ministre

dans un délai maximum de 03 (trois) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés. L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution de la lettre commande n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution de la lettre commande, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 30 du RGAO.

27.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution de la lettre commande.

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

28.1. La Sous-commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

28.2. La Sous-commission d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre de la lettre commande ;
- iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

28.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 30 : Correction des erreurs

30.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les

d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre et rectifiant son montant comme suit :

a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;

b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;

c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;

d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;

e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;

f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.

g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par l'Autorité Contractante dans le RPAO.

32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution de la lettre commande, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

32.4. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre de la lettre commande, la commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre après l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

Les entrepreneurs nationaux bénéficient d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

Article 34 : Attribution

34.1. L'Autorité Contractante attribuera la lettre commande au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières

en incluant le cas échéant les remises proposés.

34.2. Si, selon l'Article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.

34.3 Toute attribution des marchés de Travaux se fait au Soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères d'évaluation et présentant l'offre évaluée la moins-disante.

Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation de Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 36 : Notification de l'attribution de la lettre commande

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire de la lettre commande par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37 : Publication des résultats d'attribution de la lettre commande et recours

37.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de 05 (cinq) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution de la lettre commande y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

37.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

37.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de 15 (quinze) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

37.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'Autorité chargée des Marchés publics, avec copies à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission. Il doit intervenir dans un délai maximum de 05 (cinq) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 38 : Signature de la lettre commande

38.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis, et le cas échéant, au visa préalable du Ministre en charge des Marchés publics.

38.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de 07 (sept) jours pour la signature de la Lettre Commande à compter de la date de réception du projet de marché examiné par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire et le cas échéant après le visa du Ministre en charge des Marchés publics.

38.3. La Lettre Commande doit être notifié à son titulaire dans les 05 (cinq) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 39 : Cautionnement définitif

39.1. Dans les 20 (vingt) jours suivant la notification de la lettre commande par l'Autorité Contractante, l'entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux.

39.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation de la lettre commande dans les conditions prévues dans le CCAG

**PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES
(RPAO)**

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux Travaux faisant l'objet de l'Appel d'Offres, complètent ou, le cas échéant, précisent les dispositions du RGAO. En cas de conflit, les dispositions ci-après prévalent sur celles du RGAO. Les numéros de la première colonne se réfèrent à l'article correspondant du RGAO.

Références du RGAO	Généralités						
1.1	<p>Définition des Travaux :</p> <p>Les travaux à exécuter dans le cadre de cet Appel d'Offres concernent les travaux de réhabilitation des salles de classe l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2) dans la commune de Bayangam, Département du Koung-khi, Région de l'Ouest.</p> <p>Les travaux sont en deux (02) lots tels que défini dans l'Avis d'Appel d'Offres.</p> <p>Nom et adresse de l'Autorité Contractante Référence de l'Appel d'Offres : Le Maire de la Commune de Bayangam est l'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage suivant son territoire de compétence</p>						
1.2.	<p>Délai 03 (trois) mois</p>						
1.3	<p>Source(s) de financement :</p> <p>Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) Ressources Transférées de l'exercice 2024 sur la ligne d'imputation budgétaire N° :</p> <table><tr><th>INTITULE</th><th>LOT 01</th><th>LOT 02</th></tr><tr><td>IMPUTATION :</td><td></td><td></td></tr></table> <p>Nom du projet : les travaux de réhabilitation des salles de classe l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2) dans la commune de Bayangam, Département du Koung-khi, Région de l'Ouest.</p>	INTITULE	LOT 01	LOT 02	IMPUTATION :		
INTITULE	LOT 01	LOT 02					
IMPUTATION :							
4.1	<p>Participation et origine : La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine du bâtiment et du BTP.</p>						
5.1	<p>Provenance des matériaux, matériels et fournitures d'équipement et services :</p> <p>En ce qui concerne la provenance des matériaux, de matériels et de fournitures destinés à l'exécution des travaux du présent marché, la préférence est donnée aux produits fabriqués au Cameroun, sous réserve de leur conformité aux normes techniques, et à la condition que leurs prix soient homologués.</p> <p>Toutefois en cas de dérogations législatives ou réglementaires, ou résultant des conventions ou accords internationaux, le Ministre chargé du Commerce autorisera l'importation desdits produits, à la demande du Cocontractant.</p>						

6.1 Critères d'évaluation

• Critères éliminatoires

Les principaux critères de qualification du soumissionnaire sont les suivants :

A. Critères éliminatoires :

1. absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
2. fausse déclaration ou pièce falsifiée;
3. absence ou non-conformité d'une pièce au dossier administratif au-delà de 48 heures ;
4. absence d'un volume ou d'un exemplaire de l'offre
5. omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires ou d'un sous détail de prix
6. note technique inférieure à 70%.

B. Critères essentiels :

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

Présentation (02 oui)

*présentation de l'offre

Personnel (12 oui)

*personnels d'encadrement de l'entreprise

Expérience (02oui)

*référence de l'entreprise

Matériels (03 oui)

*matériel de chantier à mobiliser

Méthodologie (07 oui)

L'évaluation des offres techniques se fera suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels des qualifications ci-dessus

Toute soumission n'ayant pas obtenu une note de 19/26 « OUI » ne verra pas son offre financière examinée.

La liste des documents visés à l'article 13 du RGAO devra être complétée, regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :

Enveloppe A – Volume I : Pièces administratives

Elle comprendra notamment :

- a. La déclaration d'intention de soumissionner timbrée (suivant modèle joint en annexe 0) ;
- b. L'accord de groupement, le cas échéant ;
- c. Le pouvoir de signature, le cas échéant ;
- d. Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance datant de moins de trois (3) mois précédant la date de remise des offres ;
- e. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun, sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement ;
- f. La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de quarante mille (40.000) francs CFA payable à la recette municipale de Bayangam ;
- g. La caution de soumission (suivant modèle joint : annexe 2) d'un montant de **200 000 (deux cent Mille)** francs CFA, d'une durée de validité de 90 jours, établie par un établissement de crédit agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun ;
- h. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'autorité compétente de l'organisme chargée de la régulation ;
- i. Une attestation pour soumission délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ;
- j. Certificat de conformité fiscal ;
- k. attestation d'immatriculation timbrée ;
- l. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire ;
- m. Un engagement sous l'honneur à préfinancer les travaux à hauteur de vingt pour cent (20%) au moins du montant toutes taxes comprises de la soumission, daté et signé sur l'honneur par le soumissionnaire (voir modèle : annexe 6).
- n. Produire l'original d'une capacité financière supérieure ou égale à 70% du coût prévisionnel du projet

En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces e, f, g, étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.

Enveloppe B – Volume II : Offre technique

On devra retrouver dans ce volume les documents cités et placés dans l'ordre ci-après :

N°	DOCUMENTS	OPERATION A REALISER	AUTHENTIFICATION
B1	CCTP	Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) tel que mentionné à la Pièce N°5 du DAO.	paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire.
B2	Liste du matériel	Conformément à l'annexe 2. elle devra faire ressortir les moyens matériels qui seront mobilisés (liste des équipements, des matériels et outillages à utiliser)	Joindre : copies certifiées conformes des factures, certificats de vente ou d'achat.
B3	Liste du personnel	Conformément à l'annexe 3. Le personnel d'encadrement devra comprendre : - conducteur des travaux : un Technicien Supérieur du Génie civil ou génie rural, une expérience de 3 projets dans les travaux de bâtiment et travaux publics - chef chantier : Technicien de génie civil ou génie rural, une expérience de 3 projets dans les travaux de bâtiment et travaux publics. - Chef d'équipe : titulaire d'un CAP en BTP, une expérience de 3 projets dans les travaux de bâtiment et travaux publics	Joindre pour chacun, un CV signé et daté, ainsi qu'une copie certifiée conforme du diplôme, et joindre 02 projets réalisés dans la construction / réhabilitation des bâtiments
B4	Proposition technique et planning d'exécution	Conformément aux spécifications, elle comprendra - un résumé succinct de l'analyse du projet et des techniques de mise en œuvre - Organisation du travail en équipes ou en ateliers - Contrôle de qualité (Organisation du contrôle de qualité interne) - Dispositions prévues pour la Protection de l'environnement - Mesures d'hygiène et de sécurité.	Date, signature et cachet du soumissionnaire à la fin du document
B5	Rapport de visite de site	Rapport de visite de site + photo du site	Date, signature et cachet du soumissionnaire.
B6	Références de l'entreprise	Liste de travaux similaires dans le domaine de bâtiment et dans les autres domaines des B.T.P déjà exécutés au cours des trois dernières années	Montant des travaux, copies des marchés (1 ^{ère} et dernière pages de signatures) et des PV de réception et /ou de certificats de bonne fin des travaux.
B7	Modèle de marché	Le Modèle de marché tel que mentionné à la Pièce N°8 du DAO.	paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire.

Enveloppe C – Volume III : Offre financière

On devra retrouver dans ce volume les documents cités et placés dans l'ordre ci-après :

N°	DOCUMENTS APPELLATION	OPERATION A REALISER	AUTHENTIFICATION
C1	Soumission	Modèle joint dûment complété avec indication du montant de la proposition.	Date, signature, nom et cachet du soumissionnaire sur chaque page - Timbré fiscal.
C2	Bordereau des Prix Unitaires	Original du cadre du bordereau des prix dûment complété par les prix du soumissionnaire en lettres et en chiffres.	Paraphé sur chaque page, signature et cachet du soumissionnaire sur la dernière page.
C3	Détail estimatif	Original du cadre du détail estimatif dûment complété par le soumissionnaire.	Paraphé sur chaque page, signature et cachet du soumissionnaire sur la dernière page.
C4	Sous détail des Prix unitaires	Cadre du sous-détail conforme au modèle du DAO.	Paraphé sur chaque page.

Les pièces devront être rangées dans l'ordre ci-dessus, et séparées les unes des autres par des intercalaires de couleur autre que le blanc.

Nota : Les plans fournis avec le Dossier d'Appel d'Offres ne sont pas à retourner avec la soumission.

La CIPM se réserve le droit de vérifier l'authenticité des documents produits.

	Prix et monnaie de l'offre
14.3.	Sous réserve de dispositions contraires prévues dans le CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du présent Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.
14.4.	Les prix de la Lettre-Commande ne sont pas révisables.
15.1.	Etant donné qu'il s'agit d'un Appel d'Offres National, la monnaie de l'offre devra suivre les dispositions de l'Option A ci-dessous mentionnée.
15.2. et 15.3	Le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale ; c'est à dire en francs CFA. Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante : voir articles 15.2 et 15.3 du RGAO.
	Préparation et dépôt des offres
16.1.	Période de validité des offres : La période de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
17.1.	Montant de la caution de soumission : La caution de soumission s'élève à 200 000 (deux cent Mille) francs CFA par lot
18.1.	Les offres seront évaluées sur la base d'un délai d'exécution des travaux compris entre soixante (60) jours au minimum et quatre-vingt-dix (90) jours au maximum. La méthode d'évaluation figure à l'article 32.2 (e) du RGAO. Le délai d'exécution proposé par le Soumissionnaire retenu deviendra le délai d'exécution contractuel.
18.3.	Les variantes techniques sur les parties des travaux ou ouvrages spécifiques ne sont pas admises dans le cadre de cet Appel d'Offres.

19.1.	Lieu, date et heure de la réunion préparatoire à l'établissement des offres : Il n'y aura pas de réunion préparatoire à l'établissement des offres, ni <i>visite du site des travaux</i> .
20.1.	Nombre de copies de l'offre qui doivent être remplies et envoyées : Sept exemplaires dont un original et six copies.
21.2.	Adresse de l'Autorité Contractante à utiliser pour le dépôt des offres : Mairie de Bayangam
22.1.	Date et heure limites de dépôt des offres : La date et l'heure limites de dépôt des offres sont celles figurant dans l'Avis d'Appel d'Offres.
25.1	Lieu, date et heure de l'ouverture des plis : Le lieu, la date et l'heure de l'ouverture des plis sont ceux figurant dans l'Avis d'Appel d'Offres.

Evaluation et comparaison des offres

Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie : Le franc CFA. Source du taux de change : La

32.2 (g).	La méthode d'évaluation des variantes techniques est la suivante : 32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit : a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO; b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ; c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ; d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ; e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ; f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots. g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Autorité Contractante dans le RPAO.
-----------	--

33.1.	Les entrepreneurs nationaux bénéficient d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.
-------	--

Attribution du marché

34.1 et 34.2	L'Autorité Contractante attribuera la Lettre-Commande au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante , en incluant le cas échéant les rabais proposés. NB : pour la prise en compte des rabais consentis par les soumissionnaires, en vue de la correction de leurs offres financières : - le rabais présenté manuscrite n'est plus accepté ; - pour être admis, le rabais doit être mentionné en lettres et chiffres ; - la preuve du consenti par un soumissionnaire doit être jointe au rapport de la sous-commission d'analyse. Nombre maximum de lots pouvant être attribués à une même entreprise : Les entreprises ayant soumissionnées pour les 02 lots, peuvent être adjudicataire de plus de 01 lot
--------------	--

Cautionnement définitif

39.1 39.2	a-Dans les vingt (20) jours suivant la notification de la Lettre-Commande par l'Autorité Contractante, l'entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres. b- Le cautionnement dont le taux est de 3% du montant TTC de la Lettre-Commande , peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire. c- Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.
--------------	---

40.1. La grille d'évaluation à ce stade est la suivante :

La grille d'évaluation correspondante est la suivante :

DESIGNATION		Oui	Non
1 – Présentation générale de l'Offre (2pts)			
Reliure + Sommaire			
respect de l'ordre prescrit plus Intercalaire en couleur – Page de garde			
2 - Qualité du personnel (12Pts)			
Organigramme	Liste du personnel de chantier cohérent avec les tâches		
Compétence du personnel	conducteur des travaux	Diplôme légalisé de Technicien supérieur de GC/GR	
		CV daté et signé	
		Expérience de 3 projets en bâtiments	
		ancienneté de 3 projets au poste de conducteur des travaux	

	Chef d'équipe	Expérience de 3 projets en bâtiments		
		ancienneté de 3 projets au poste de chef chantier		
		Diplôme légalisé de CAP en BTP		
		CV daté et signé		
		ancienneté de 3 projets au poste d'équipe		
3 – Références de l'Entreprise (2Pts)				
travaux de construction dans le domaine du bâtiment : au moins 03 contrats (premier et dernière page de signature) + PV de réception				
travaux de réhabilitation dans le domaine du bâtiment: au moins 02 contrats (premier et dernière page de signature) + PV de réception				
4 – Matériels de chantier (3Pts)				
Au moins un camion ou un pick up (produire photocopie certifiée carte grise ou contrat de location)				
Au moins une bétonnière et vibreur				
Listes de petits matériels avec justificatifs				
6 – Méthodologie d'exécution des travaux (8Pts)				
Cohérence dans la note technique détaillée concernant l'organisation et l'exécution des travaux (Maîtrise de la méthodologie d'exécution des travaux)				
Cohérence dans le planning d'exécution des travaux				
Respect du délai d'exécution des travaux				
Description des mesures de Sécurité dans le chantier				
Rapport de visite de site avec photo illustratives				
Description des règles de protection socio-environnementale				
Cahier des clauses techniques particulières paraphé daté et signé				

Toute offre technique qui obtiendra moins de 19/26 « oui » sur les 26 (vingt-six) critères essentiels sera disqualifiée et ne sera pas prise en compte par la sous-commission d'analyse pour l'évaluation financière.

40.2 – Evaluation financière

L'évaluation financière consistera à : rétablir le cas échéant la cohérence des prix, procéder à la vérification des montants totaux, corriger les éventuelles erreurs de calcul. En cas de discordance entre le montant en chiffre et le montant en toutes lettres, c'est le montant en toutes lettres qui fera foi. Toute omission d'un prix unitaire quantifié entraînera la disqualification de l'offre.

Pour aider à examiner, à évaluer et à comparer les offres, la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la commune de Bayangam a toute la latitude de demander aux soumissionnaires de donner des éclaircissements sur leurs offres. La demande d'éclaircissements sera faite par écrit et la réponse sera donnée par écrit. Aucun changement de prix de l'offre ne sera demandé, offert ou autorisé.

L'analyse de la cohérence des prix sera faite ainsi que la vérification des montants totaux. Les erreurs de calcul seront corrigées.

La comparaison des offres retenues se fera sur la base du prix TTC en prenant en compte toutes les rubriques du bordereau des prix et les corrections éventuelles.

Le rapport d'analyse sera soumis à la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune de Bayangam pour adoption ou amendements préalables.

Article 41 – Attribution de la Lettre Commande

41.1 – Mode d'attribution

La Commission proposera l'attribution de la Lettre commande au soumissionnaire qui aura satisfait à 100% des critères éliminatoires et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.

41.2 – Notification de l'attribution

La notification de l'attribution de la Lettre Commande se fera par correspondance directe.

41.3 – Libération de la caution de soumission

A la publication du résultat de l'Appel d'Offres, les soumissionnaires non retenus sont invités à retirer leurs soumissions respectives dans un délai de 15 (quinze) jours dont le dépassement entraînera la destruction de ces offres sans que cela ne donne lieu à contestation de la part de ces soumissionnaires. Leurs cautions de soumission sont automatiquement libérées par le Maître d'Ouvrage.

Article 42 – Validité et entrée en vigueur de la Lettre Commande

La Lettre Commande qui sera passée avec le soumissionnaire retenu ne sera valable qu'après sa signature par l'Autorité Contractante (Maire de la commune de BAYANGAM) et entrera en vigueur à sa notification au co-contractant.

**PIECE N° 4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES

Article

- 1 - OBJET DE LA LETTRE COMMANDE
- 2 - MODE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE
- 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE
- 4 - TEXTES GENERAUX APPLICABLES
- 5 - ATTRIBUTIONS
- 6 - DOMICILE DU CO-CONTRACTANT
- 7 - COMMUNICATIONS
- 8 - ORDRES DE SERVICES
- 9 - REPRESENTANT DU CO-CONTRACTANT

CHAPITRE II : EXECUTION DES TRAVAUX

Article :

- 8 - DESCRIPTION DES TRAVAUX
- 9 - CONSISTANCE DES TRAVAUX
- 10 - DELAI D'EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE
- 11 - CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONDITIONS GENERALES DES TRAVAUX
- 12 - ROLE ET RESPONSABILITE DU CO-CONTRACTANT
- 13 - PIECES A FOURNIR PAR LE CO-CONTRACTANT
- 14 - SIGNALISATION DU CHANTIER
- 15 - SOUS-TRAITANCE
- 16 - ASSURANCE
- 17 - JOURNAL DE CHANTIER
- 18 - REUNIONS DE CHANTIER
- 19 - RECEPTION PROVISOIRE
- 20 - DELAI DE GARANTIE
- 21 - ENTRETIEN PENDANT LE DELAI DE GARANTIE
- 22 - RECEPTION DEFINITIVE

CHAPITRE III : CLAUSES FINANCIERES

Article :

- 23 - MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE
- 24 - CONSISTANCE DES PRIX
- 25 - REVISION DES PRIX
- 26 - MODE DE REGLEMENT DES TRAVAUX
- 27 - LIEU ET MODE DE PAIEMENT
- 28 - RETENUE DE GARANTIE
- 29 - AVANCE DE DEMARRAGE
- 30 - CAUTIONNEMENT DEFINITIF
- 31 - INTERETS MORATOIRES
- 32 - PENALITES DE RETARD
- 33 - REGIME FISCAL ET DOUANIER
- 34 - NANTISSEMENT
- 35 - TIMBRES ET ENREGISTREMENT

CHAPITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES

Article :

- 36 - EDITION ET DIFFUSION DE LA PRESENTE LETTRE COMMANDE
- 37 - CAS DE FORCE MAJEURE
- 38 - RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE
- 39 - REGLEMENT DE LITIGES
- 40 - VALIDITE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Objet de la Lettre Commande

La présente Lettre Commande a pour objet les travaux de réhabilitation des salles de classe l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2) dans la commune de Bayangam, Département de Koung-khi, Région de l'OUEST.

Le démarrage de l'exécution sera déclenché sur ordre de service délivré par le Chef de service du marché. Les travaux sont définis dans le cadre du détail quantitatif et estimatif constituant la pièce 7 du présent DAO.

Article 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé après appel d'offres national ouvert, en procédure normale

Article 3 : Définitions et attributions (CCAG Article 2)

3.1. Définitions générales

- L'Autorité Contractante est : **Le Maire de la Commune de Bayangam**
- Le Maître d'Ouvrage est : **Le Maire de la Commune de Bayangam**. Il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à la transmission des copies à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.
- La commission compétente est la **Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune de Bayangam**
- Le Chef de service du marché est : **le cadre chargé des communautés de la Commune de Bayangam**, ci-après désigné le Chef de service; il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels.
- L'Ingénieur du marché est : **Le Chef de Service Départemental du Patrimoine du Koung-Khi**, ci-après désigné l'Ingénieur;
- La Maîtrise d'œuvre est assurée par le Chef Service Technique de la Délégation Départemental des Travaux Publics du KOUNG-KHI en collaboration avec celui de Mairie de Bayangam
- Le contrôle externe est assuré par le **ministère des marchés Publics du Koung Khi**

3.2. Nantissement

- L'autorité chargée de l'ordonnancement est : **Le Maire de la Commune de Bayangam**;
- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est : **Le Maire de la Commune de Bayangam**.
- L'organisme ou le responsable chargé du paiement est : **Le Trésorier Payeur Général de la Région de l'Ouest**
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est : **Le Chef de Service**.

3.3. Attributions de la mission de contrôle, Maître d'Œuvre.

3.3.1. Missions

La Mission de Contrôle ou le Maître d'Œuvre apportera une assistance à l'Administration pour le suivi et le contrôle des prestations de l'entreprise retenue. Ses prestations comprennent *le contrôle technique, géotechnique et environnemental des travaux de réhabilitation des salles de classe l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2) dans la commune de Bayangam, Département du Koung-Khi – Région de l'Ouest, suivant les lot. figurants au tableau de l'Avis d'Appel d'Offres*

3.3.2. Moyens mis à la disposition de la mission de contrôle.

(Sans Objet)

Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le cocontractant s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Pièces constitutives du marché (CCAG Article 9)

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement;
2. La soumission du cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité :
 - les bordereaux des prix unitaires ;
 - le détail ou le devis estimatif ;
6. Planning actualisé des travaux approuvé
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de travaux mis en

8. Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de bâtiments et travaux publics.

Article 6 : Textes généraux applicables

La présente Lettre Commande est soumise aux textes généraux ci-après :

En ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent contrat, le Cocontractant reste soumis aux textes généraux ci-après :

- la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
- la Loi n° 96/07 du 8 avril 1996 portant protection du patrimoine routier modifié et complété par les lois n° 98/011 du 14 juillet 1998 et 2004/021 du 22 juillet 2004 ;
- la loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ;
- la Loi n° 001 du 16 avril 2001 portant Code Minier, et mise en application par le Décret n° 2002/048/PM du 26 mars 2002 ;
- la loi n°2007/006 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat ;
- Le Code minier
- le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001, portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- le Décret 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
- le Décret n° 2005/577 du 23 février 2005 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental ;
- le Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;
- le Décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- le Décret N°2012/075 de la 08/03/2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- le Décret N°2012/076 du 08/03/2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- le Décret n°2013/271 du 05 août 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- le Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics ;
- L'arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur le cahier des clauses administratives général, applicable aux marchés de travaux publics
- L'arrêté n°00401/A/MINMAP/CAB/ du 21 octobre 2019, fixant le seuil de recours à la maîtrise d'œuvre privée et les modalités d'exercice de la maîtrise d'œuvre publique
- L'arrêté n°00402/A/MINMAP/CAB/ du 21 octobre 2019, fixant la nature et le seuil des marchés réservés aux artisans, aux petites et moyennes entreprises, aux organisations communautaires à la base et aux organisations de la société civil et les modalités de leur application
- L'arrêté n°00403/A/MINMAP/CAB/ du 21 octobre 2019, fixant les plafonds des indemnités servies par le maître d'ouvrage au maître d'ouvrage délégué aux présidents, membres et rapporteurs des commissions de réceptions, des commissions de suivi et de recette technique
- Arrêté conjoint N° 0162/MINFOF/MINTP/ MINMAP/du 15/12/2020 fixant les utilisations du bois d'origine légale dans la commande publique
- la décision n° 00000160/CAB/MINMAP du 15 mars 2019 portant nomination des Présidents des Commissions Régionales de Passation des Marchés
- la décision n° 00000158/CAB/MINMAP du 15 mars 2019 portant nomination des Présidents des Commissions Départementales de Passation des Marchés
- la décision n° 00000157/CAB/MINMAP du 15 mars 2019 portant nomination des Présidents des Commissions Internes de Passation des Marchés auprès des Communes et Communes d'Arrondissements
- La circulaire N°003/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics
- Lettre circulaire n°004/LC/MINMAP/CAB du 25 janvier 2017, relative à la prise en compte des défaillances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs dans l'attribution de nouveaux marchés
- Lettre circulaire n°006/LC/MINMAP/SG/DGMI/DMTR/MZT du 25 mars 2020, relative à la désignation des représentants du MINMAP dans les commissions de passation des marchés publics comme point focaux en charge de la collecte de la documentation des marchés publics
- la circulaire No 001/LC/PR/MINMAP/CAB du 15 janvier 2021 relative à la délivrance des quittances d'achat des DAO et leur mise à disposition aux soumissionnaires potentiels
- la circulaire n°0001 du 04 janvier 2024 relative à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget des collectivités territoriales décentralisées pour l'exercice 2024 ;
- les normes en vigueur ;
- d'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché

Article 7 : Communication (CCAG Article 6 et 10)

7.1. Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

a. Dans le cas où le cocontractant est le destinataire : Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au chef de service son domicile, et dès achèvement des travaux, les correspondances seront valablement adressées à la mairie du chef-lieu de la localité dont relèvent les travaux ;

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire : Monsieur **Le Maire de la Commune de Bayangam** avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, au Maître d'Œuvre et à l'ingénieur le cas échéant.

7.2. Le cocontractant adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Œuvre, avec copie à l'Ingénieur et au Chef de service.

Article 8 : Ordres de service (CCAG Article 8)

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1 L'ordre de service de commencer les travaux est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de service du marché avec copie, à l'Ingénieur du marché et au Délégué Départemental de Marché Public du Koung-khi.

8.2 Les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de service du marché au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché et au Délégué Départemental de Marché Public du Koung-khi..

8.3 Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des travaux seront directement signés par le Chef de Service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur du Marché et avec copie au Délégué Départemental de Marché Public du Koung-khi..

8.4 Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur et au Délégué Départemental de Marché Public du Koung-khi.

8.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des travaux pour cause de force majeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de service du marché au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur et au Délégué Départemental de Marché Public du Koung-khi.

8.6 Les ordres de service prescrivant les travaux nécessaires pour remédier aux désordres ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient dans les ouvrages pendant la période de garantie, seront signés par le Chef de Service, sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur avec copie au Délégué Départemental de Marché Public du Koung-khi.

8.7 Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus avec copies au Délégué Départemental de Marché Public du Koung-khi..

NB : Une copie de chacun de ces ordres de services sera adressée à la délégation Départementale des Marchés publics du Koung-Khi.

Article 9 : Délai d'exécution

L'ensemble des travaux faisant l'objet de la présente Lettre commande devra être terminé en totalité dans un délai maximum de 03 (Trois) mois, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Ce délai comprend la période d'installation du Co-contractant, le temps nécessaire à l'aménagement des accès au chantier, aux études qu'il aura à effectuer, les délais que se réserve le Maître d'ouvrage pour vérifier le projet d'exécution du Co-contractant, la durée d'approvisionnement quelle qu'en soit l'origine, le temps nécessaire à l'exécution des clauses techniques particulières et termes de références ainsi que les périodes de pluies. Si, par suite des travaux supplémentaires ou des circonstances quelconques, le Co-contractant s'estimait raisonnablement fondé à présenter une demande de prolongation de délai, cette demande serait examinée par le Maître d'ouvrage.

Article 10 : Personnel du cocontractant (CCAG Article 15)

10.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le cocontractant le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale, après avis motivé de l'Ingénieur.

10.2. En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Le Maître d'Œuvre disposera de huit (8) jours pour notifier par écrit son avis à l'Ingénieur avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 21 ci-dessous ou d'application de pénalités.

Chapitre II : Clauses financières

Article 11 : Garanties et cautions (CCAG articles 29 et 41)

11.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant TTC du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du cocontractant.

11.2. Cautionnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC de la partie d'ouvrage concernée.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du cocontractant.

11.3. Cautionnement d'avance de démarrage

11.3-1 Conformément aux textes en vigueur et sur demande expresse du Cocontractant, il pourra être accordé une avance de démarrage d'un montant au plus égal à vingt pour cent (20%) du montant toutes taxes comprises du marché sans justification. Cette avance devra être cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire installé sur le territoire camerounais, et agréé par le Ministre en charge des Finances.

11.3-2 L'avance de démarrage sera remboursée par prélèvement de cinquante pour-cent (50%) du montant des travaux de chaque décompte à partir du moment où les travaux effectués dépassent quarante pour cent (40%) du montant du marché. Il doit être terminé au plus tard lorsque le montant des travaux atteint quatre vingt pour cent (80%) de la valeur du marché. En tout état de cause, le remboursement devra être terminé un (01) mois avant la date d'expiration du délai contractuel.

11.3-3 Au fur et à mesure du remboursement des avances, le Chef de Service du Marché donnera la main - levée de la part de la caution correspondante si le Cocontractant en fait la demande.

Article 12 : Montant du marché (CCAG Articles 18 et 19 complétés)

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du détail estimatif ci-joint, est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC) ; soit :

-Montant HTVA : _____ () francs CFA -Montant de la TVA : _____ () francs CFA

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du rabais éventuellement consenti par le cocontractant.

Article 13 : Lieu et mode de paiement

13.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'Ouvrage au cocontractant, dans les conditions indiquées dans le marché, le cocontractant s'engage par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions du marché.

13.2. Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues en francs CFA, soit (*montant en chiffres et en lettres HTVA*), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom du cocontractant à la banque _____

Article 14 : Variation des prix (CCAG Article 20)

14.1. Les prix sont fermes et non révisables.

14.2. Modalités d'actualisation des prix.

(Sans Objet).

Article 15 : Travaux en régie (CCAG Article 22 complété)

15.1. Le pourcentage des travaux en régie est fixé à 2 % du montant du marché et de ses avenants, le cas échéant

15.2. Dans le cas où le cocontractant serait invité à exécuter des travaux en régie, les dépenses exposées et dûment justifiées lui seront remboursées dans les conditions suivantes :

- Les quantités prises en compte seront les heures de mise à disposition ou les quantités de matériaux et matières mises en œuvre ayant fait l'objet d'attachements contradictoires ;
- Les traitements et salaires effectivement payés à la main d'œuvre locale seront majorés pour tenir compte des charges sociales de quarante pour cent (40%) ;
- Les heures d'engin seront décomptées au taux figurant dans les sous-détails de prix ;
- Les matériaux et matières seront remboursés au prix de revient dûment justifié au lieu d'emploi majoré de dix pour cent pour pertes, magasinage et manutention ;
- Le montant des prestations ainsi calculé, y compris les heures d'engins, sera majoré de 25% pour tenir compte des frais généraux, bénéfices et aléas propres au cocontractant.

Article 16 : Valorisation des travaux (CCAG article 23)

Ce marché est à prix unitaires et forfaitaires.

Article 17 : Valorisation des approvisionnements (CCAG article 24 complété)

(Sans objet).

Article 18 : Avances (CCAG article 28)

Le Maître d'Ouvrage pourra accorder une avance de démarrage égale à 20% du montant du marché.

Article 19 : Règlement des travaux (cf. art. 26, 27 et 30 CCAG complétés)

19.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, le cocontractant et le Maître d'Œuvre établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

19.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, le cocontractant remettra en sept (07) exemplaires au Maître d'Œuvre, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé au cocontractant. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère des travaux Publics et du Ministère en charge des finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au cocontractant sera mandaté comme suit :

-97,8% ou 94,5% versé directement au compte du cocontractant;

-2,2% ou 5,5% versé au trésor public au titre de l'AIR dû par le cocontractant.

Le Maître d'Œuvre transmettra à l'organisme payeur les décomptes qu'il a approuvés de façon à ce qu'ils soient en sa possession au plus tard le 12 du mois. Dans ce cas, une copie du décompte et des attachements correspondants est transmise dans les mêmes délais au Chef de service et à l'Ingénieur pour dossier de suivi.

Une copie du décompte corrigé est retournée au cocontractant le cas échéant.

19.3. Décompte d'avance de démarrage (le cas échéant).

Article 20 : Intérêts moratoires (CCAG Article 31)

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément à l'article y relatif du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 21 : Pénalités (CCAG Article 32 complété)

21.1. Dépassement du délai global

Après mise en demeure préalable, le constat du dépassement du délai contractuel entraînera automatiquement l'application de pénalités.

21.2 Taux des pénalités

Le taux des pénalités pour inobservation des dispositions techniques est fixé à UN DEUX MILLIEME (1/2.000^{ème}) du montant initial du marché et de ses éventuels avenants par jour calendaire de retard (ou équivalent) constaté.

Le taux des pénalités pour dépassement du délai global est fixé à UN DEUX MILLIEME (1/2.000^{ème}) du montant initial du marché et de ses éventuels avenants par jour calendaire de retard constaté pour les trente (30) premiers jours, et UN MILLIEME (1/1.000^{ème}) du même montant pour les jours supplémentaires.

Conformément à l'article y relatif du Code des Marchés Publics, le marché pourra être résilié lorsque le total des pénalités atteindra dix pour cent (10%) du montant du marché éventuellement modifié par avenant.

21.3 Dépassement du plafond de 25% de remplacement des agents d'encadrement

En cas de non-respect du plafond fixé par l'article 30 ci-après, pour le remplacement du personnel d'encadrement, il sera appliqué, pour chaque agent concerné et par jour calendaire de présence sur le site des travaux, une pénalité de 1/5.000^{ème} du montant initial du marché et de ses éventuels avenants.

21.4. Prime pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

Article 22 : Règlement en cas de groupement d'entreprises (CCAG Article 33)

22.1. En cas de groupement, tous les paiements seront faits à l'entreprise mandataire.

22.2. En cas de sous-traitance, tous les paiements seront faits au cocontractant. Les sous-traitants agréés ne pourront pas obtenir le bénéfice du règlement direct des travaux.

Article 23 : Décompte final (CCAG Article 34)

23.1. Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de 30 jours après la date de réception provisoire, le cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

23.2. Le chef de service dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours pour notifier le projet rectifié et accepté au maître d'œuvre.

23.3. Le cocontractant dispose de sept (07) jours maximum pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature au maître d'œuvre.

Article 24 : Décompte général et définitif (CCAG Article 35)

24.1. A la fin de période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le Chef de service dispose d'un délai maximum de 30 jours pour dresser le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le cocontractant et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

le décompte final

- le solde,
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

24.2. Le cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour renvoyer le décompte général et définitif revêtu de sa signature.

Article 25 : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 36)

Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics.

La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'IAR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché ;
- des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
- des droits et taxes communaux,
- des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 26 : Timbres et enregistrement des marchés (CCAG Article 37)

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant, conformément à la réglementation.

Chapitre III : Exécution des travaux

Article 27 : Délais d'exécution du marché (CCAG Article 38)

27.1. Le délai d'exécution des travaux objet du présent marché est de : **trois (03) Mois par lot.**

27.2. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Article 28 : Rôles et responsabilités du cocontractant (CCAG Article 40)

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué au Maître d'Œuvre en cinq (05) exemplaires à chaque début de semaine.

Article 29 : Mise à disposition des documents et du site (CCAG Article 42)

L'exemplaire reproductible des plans figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres sera remis par le Chef de service.

Article 30 : Personnel du Cocontractant

Le Cocontractant est soumis aux obligations résultant des lois et de la réglementation (décrets, arrêtés, circulaires, instructions, conventions collectives, ...) en vigueur au Cameroun, relatives à la protection de la main d'œuvre, à la priorité réservée à qualification égale aux travailleurs de nationalité camerounaise et aux conditions de travail.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre, le Cocontractant est tenu de fournir sous huitaine la liste exhaustive du personnel présent sur le chantier ; de présenter les contrats de travail temporaires dûment visés par les Services de la Main d'œuvre territorialement compétents, les registres d'entrée du personnel, les fiches nominatives du personnel telles que prévues par le code du travail, les registres d'accident du travail ; de fournir les rôles de paie établis sur la base de la Convention Collective Nationale des Entreprises du Bâtiment, des Travaux Publics et des Activités Annexes ; de présenter les reçus des différents services administratifs auxquels il doit effectuer des versements réguliers (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, Taxe Communale, Centimes Additionnels Communaux, Crédit Foncier, Redevance audio - visuelle, ...). Le règlement intérieur du chantier devra être affiché sur le site.

Le maître d'œuvre sera habilité à vérifier que le personnel présent sur le chantier correspond bien au personnel enregistré. Ces dispositions s'appliquent à la totalité du personnel intervenant sur chantier (encadrement, agents de maîtrise, personnel de production), que ce personnel soit le personnel propre du Cocontractant ou celui de ses sous-traitants directs ou indirects, qu'il soit employé en permanence ou seulement pour la réalisation du chantier.

Toute modification de la liste du personnel d'encadrement proposée dans l'offre devra faire l'objet d'une demande par un courrier et de l'accord explicite du Maître d'Ouvrage. Ce remplacement ne devra entraîner aucun coût additionnel pour le Maître d'Ouvrage. L'agent proposé en remplacement devra présenter des compétences au moins égales à celles de celui qu'il remplace. Il ne sera pas admis que le Cocontractant remplace plus de 25% du personnel d'encadrement prévu dans son offre. Au-delà de ce pourcentage une pénalité sera appliquée comme prévu à l'article 36.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre se réserve le droit, pendant toute la durée de l'opération, de refuser ou de faire remplacer tout personnel dont les comportements ou les capacités linguistiques ou techniques seraient jugés inadéquats.

En ce qui concerne les travailleurs des « GIC » ou « groupements villageois » intervenant sur les chantiers, s'ils ne peuvent être inscrits à la CNPS, le Cocontractant devra veiller à ce que son assurance professionnelle et en responsabilité civile couvre les éventuels accidents du travail qui surviendraient à ces travailleurs.

Article 31 : Assurances des ouvrages et responsabilités civiles (CCAG Article 45)

Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent Marché :

- Assurance des risques causés à des tiers par son Personnel salarié en activité au travail, par le Matériel qu'il utilise, du fait des travaux ;
- Assurance "Tous risques chantier" ;

Article 32 : Consistance des travaux (CCAG Article 46)

Les travaux, objet du présent marché, concernent les travaux identifiés à la page de garde, définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et au Bordereau des prix (BP) ; et comprennent principalement:

- travaux préparatoires ;
- terrassement
- fondation
- maçonnerie-élévation ;
- charpente – couverture- menuiserie métallique ;
- électricité ;
- peinture ;
- VRD et assainissement.

Article 33 : Pièce à fournir par le cocontractant (Article 49 complété)

33.1. Programme des travaux, Plan d'assurance qualité

a. Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le cocontractant soumettra, en *cinq (05) exemplaires*, à l'approbation du Chef de service après avis du Maître d'œuvre et de l'Ingénieur le programme d'exécution des travaux, son calendrier d'approvisionnement, son projet de Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et son Plan de Gestion Environnemental.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux (2) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit à quinze jours à partir de la date de réception avec :

- Soit la mention d'approbation " BON POUR EXECUTION " ;
- Soit la mention du rejet accompagnée de motifs dudit rejet.

Le cocontractant disposera alors de huit (8) jours pour présenter un nouveau programme d'exécution. Le Chef de Service disposera alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Dans ce cas, la procédure est relancée sans que cela ne puisse modifier le délai contractuel.

L'approbation donnée par le Chef de Service n'atténuera en rien la responsabilité du cocontractant. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

Le cocontractant tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord du Maître d'Œuvre.

b. Le Plan de Gestion Environnemental fera ressortir notamment les conditions de choix des et liquides sites techniques et de base vie, les conditions d'emprunt de sites d'extraction et les conditions remise en état des sites de travaux et d'installation.

c. Le cocontractant indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer.

d. L'agrément donné par le chef de service ou le Maître d'Œuvre ne diminue en rien la responsabilité du cocontractant quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du respect des clauses du marché.

33.2. Projet d'exécution

a. Le dossier des plans d'exécution (calcul et dessins) nécessaires à la réalisation de toutes les parties de l'ouvrage devront être soumis au visa du Maître d'Œuvre un mois au moins avant la date prévue pour le début de réalisation de la partie de l'ouvrage correspondante.

b. Le Maître d'Œuvre disposera d'un délai de quinze (15) jours pour les examiner et faire connaître ses observations. Le cocontractant disposera alors d'un délai de huit (08) jours pour présenter un nouveau dossier intégrant lesdites observations.

Article 34 : Organisation et sécurité des chantiers (CCAG Article 50)

34.1. Les panneaux placés au début et à la fin de chaque tronçon, devront être mis en place dans un délai maximum d'un mois après la notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

34.2. Services à informer en cas d'interruption de la circulation ou le long des itinéraires déviés :

Préfectures, Sous-préfectures, commune, autorités traditionnelles.

34.3. Indiquer, les mesures particulières, demandées au cocontractant, autres que celles prévues dans le CCAG, pour les règles d'hygiène et de sécurité et pour la circulation autour du ou dans le site.

Article 35 : Implantation des ouvrages (CCAG Article 52)

Le Maître d'Œuvre notifiera dans un délai de quinze [15] jours suivant la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux, les points et niveaux de base du projet.

Article 36 : Sous-traitance (CCAG article 54)

La part des travaux à sous-traiter ne doit pas dépasser 30 % du montant du marché de base et de ses avenants.

Article 37 : Laboratoire de chantier et essais (CCAG Article 55)

37.1. Indiquer si nécessaire les modalités de réalisation des essais et études géotechniques prévues dans le CCTP.

37.2. Le Chef de service dispose d'un délai de dix (10) jours pour agréer le personnel et le laboratoire du cocontractant, dès réception de la demande.

Article 38 : Journal de chantier (CCAG Article 56 complété)

38.1. Le journal de chantier sera signé contradictoirement par le Maître d'Œuvre et le représentant du cocontractant systématiquement lors des réunions de chantiers et à chaque visite.

38.2. C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

Article 39 : Utilisation des explosifs (CCAG Article 60)

(Sans Objet).

Chapitre IV: De la réception**Article 40 : Réception provisoire (CCAG Article 67)****40.1 Epreuves préalables à la réception**

Avant la réception provisoire, le Cocontractant demande par écrit au Maître d'œuvre avec copie au Chef de Service du Marché et à l'Ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

Cette visite comporte entre autres opérations :

- la reconnaissance qualitative et quantitative des ouvrages exécutés,
- les épreuves éventuellement prévues par le CCTP,
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au contrat,
- la constatation du repliement éventuel des installations de chantier et la remise en état des lieux,
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux,
- les constatations des quantités des travaux effectivement réalisés.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé par le Maître d'œuvre et contresigné par le Cocontractant. Il est visé par l'Ingénieur du Marché.

Au terme de cette visite de pré réception, le Maître d'œuvre spécifie éventuellement les réserves émises et les travaux correspondants à effectuer avant la date de réception provisoire qu'il proposera en accord avec l'Ingénieur du Marché.

Le Maître d'œuvre, veillera à la levée des réserves et dressera un procès-verbal de levée des réserves de la pré réception qui sera joint à la convocation de réception, adressée à tous les membres de la commission de réception.

40.2 Réception

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

Le Maire de la Commune de Bayangam ou son Représentant : (Président)

Le Chef de Service du Marché ou son Représentant : (Membre) ;

L'Ingénieur du Marché : (Rapporteur) ;

Le Maître d'œuvre : (Membre)

Le Délégué Départemental des Marchés Publics du Koung-Khi : (Observateur) ;

Le Comptable-Matières de la Commune de Bayangam : (Membre) ;

L'entrepreneur titulaire des travaux : (Membre)

NB : le Maire est tenu de transmettre les invitations aux différents membres 07 jours avant la date de réception des travaux.

Le Cocontractant assiste à la réception, et signe le procès-verbal. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu. La visite de réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire établi et signé sur le champ par tous les membres présents de la commission qui propose au Chef de Service de Marché de délivrer un certificat de réception provisoire des travaux. Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date d'achèvement des travaux.

40.3 Réception partielle

Le Cocontractant pourra demander des réceptions partielles par sections de 20 kilomètres, ou tout au moins pour chaque tronçon de route rurale achevée si la longueur est inférieure à 20 km.

En cas de force majeure conduisant à l'interruption des travaux avant leur achèvement, le Chef de service de Marché procédera, si le Cocontractant en fait la demande, à des réceptions partielles des ouvrages déjà réalisés. Dans les deux cas, la commission chargée de ces réceptions partielles sera la même que celle devant effectuer à la réception provisoire. Un procès-verbal de réception partielle sera établi et signé par tous les membres de la commission.

La réception provisoire sera accordée à la fin des travaux.

Lorsque la réception provisoire est assortie de réserves, le Cocontractant doit remédier aux imperfections et malfaçons dans un délai fixé par le Maître d'œuvre et n'excédant pas trois mois. Si les réserves ne sont pas levées trois mois avant la date prévue pour la réception définitive, le Chef de Service du Marché peut décider de faire exécuter aux frais et risques du Cocontractant.

40.4 A l'issue de la réception provisoire, le Cocontractant doit débarrasser et retirer tous ses équipements, fournitures, matériels et matériaux excédentaires ainsi que tous débris et ouvrages provisoires de toute nature et laisser le site et les ouvrages propres et en bon état de fonctionnement. Le Cocontractant est autorisé à conserver sur le site, jusqu'à la fin du délai de garantie, tous les équipements, fournitures, matériels, matériaux et ouvrages provisoires dont il a besoin pour remplir ses obligations au cours de la période de garantie. Le délai de garantie court à compter de la date de la réception provisoire.

Article 41 : Documents à fournir après exécution (CCAG Article 68)

41.1. A la réception provisoire des travaux, le Cocontractant fournira au maître d'œuvre, en huit (8) exemplaires dont un reproductible (plus un sur CD-Rom), les dossiers d'exécution définitifs des ouvrages tenant compte des modifications éventuellement apportées au projet en cours de réalisation et donnant tous renseignements sur les travaux exécutés ainsi que la nature, la provenance et la qualité des différents matériaux utilisés pour la construction. Il est rappelé que c'est le Maître d'œuvre qui a la charge de collecter et de vérifier les documents de récolement fournis après exécution par le Cocontractant (et notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution) et de les soumettre à l'approbation de l'Ingénieur du marché.

Ces dossiers comprendront notamment les caractéristiques des sols de fondation, les plans de fondation, les plans de béton armé et de coffrages, les plans de drainage, la constitution des remblais, chaussées et aires de circulation ainsi que les plans de détail des fluides (eau, électricité, téléphone, etc.).

41.2. Tout retard dans la production du plan de récolement sera pénalisé de 50 000 (cinquante mille) francs CFA par jour de retard. La non remise de ces documents fera obstacle à la libération de la retenue de garantie.

La réception définitive des travaux ne pourra en aucun cas être prononcée si ces dossiers d'exécution définitifs n'ont pas été fournis au Maître d'œuvre et approuvés par le Chef de Service du Marché.

Article 42 : Délai de garantie (CCAG Article 70)

La durée de garantie est de douze (12) mois à compter de la date de réception provisoire des travaux et ne concerne que les ouvrages et les parties bitumées s'il y'en a.

Article 43 : Réception définitive (CCAG Article 72) A cet effet, la commission, en plus des opérations prescrites pour la réception provisoire, s'assurera que tous les points à examiner à la réception définitive aient été réalisés.

Pour les travaux de reconstruction portant sur les ouvrages d'art et hydrauliques la réception définitive aura lieu douze (12) mois après la réception provisoire sur demande écrite du Cocontractant adressée à l'Ingénieur du Marché.

La Commission de Réception Définitive est la même que celle de la Réception Provisoire.

Le Cocontractant assiste à la réception, et signe le procès-verbal. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

Si le Cocontractant a procédé aux levées des réserves, la visite de réception définitive fera l'objet du procès-verbal de réception définitive établi et signé sur le champ par tous les membres présents de la commission qui propose au Chef de service de Marché de délivrer un certificat de réception définitive.

Dans le cas contraire le Cocontractant disposera d'un délai de vingt jours. Il aura à supporter la totalité des frais relatifs à la troisième visite. S'il est alors constaté que des malfaçons subsistent, le Maître d'ouvrage fera réaliser ces travaux par toute entreprise de son choix aux frais et risques du Cocontractant. La retenue de garantie demeurera en vigueur jusqu'au désintéressement complet du Maître d'ouvrage par le Cocontractant.

La réception définitive marque la fin d'exécution du marché et libère le Cocontractant de toutes ses obligations. La signature contradictoire du Décompte Général et Définitif par le Maître d'Ouvrage et le Cocontractant clôture définitivement le contrat.

Chapitre V : Dispositions diverses

Article 44 : Résiliation du marché (CCAG Article 74)

Le marché peut être résilié comme prévu à la section y relative du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 Portant Code des Marchés Publics et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans l'un des cas suivant:

-Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;

-Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des travaux ;

-Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;

-Défaillance du cocontractant;

Article 45 : Cas de force majeure (CCAG article 75)

45.1. Dans le cas où le Cocontractant invoquerait le cas de force majeure, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

-pluie : 200 millimètres en 24 heures ;

-crue : la crue de fréquence décennale.

Article 46 : Différends et litiges (CCAG article 79)

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

Article 47 : Edition et diffusion du présent marché

SEPT (07) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du cocontractant et fournis au chef de service.

Article 48 et dernier : Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage (ou Maître d'Ouvrage Délégué). Il entrera en vigueur dès sa notification au cocontractant par ce dernier.

**PIECE N° 5 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

CHAPITRE I: GENERALITES

Article 1^{er} : Introduction

Le présent cahier des prescriptions techniques a pour but de définir la qualité des matériaux, la consistance et le mode d'exécution des travaux à réaliser suivant les règles de l'art et conformément aux documents du marché.

Il a été établi à titre indicatif pour préciser et compléter les indications du devis quantitatif et des pièces graphiques nonobstant les clauses du contrat.

CHAPITRE II: QUALITE DES MATERIAUX

Article 2 : Matériaux pour mortier et béton

Pour les travaux de maçonnerie, les composants du mortier et du béton doivent obéir à certaines caractéristiques élémentaires ainsi qu'il suit :

2.1: Sable

Tous les sables seront exempts d'oxyde, de matières organiques d'origine animale et végétales. Ils proviendront soit des rivières soit du broyage. L'équivalent de sable sera supérieur à 70% et le pourcentage d'éléments très éliminés par décantation devra être inférieur à 4%

2.2: Agrégats

Les agrégats proviendront des gîtes ou carrières retenues par l'entrepreneur et agréées par le Maître d'œuvre. Ils doivent être propres et de granulométrie adaptée à leur utilisation.

2.3: Liants hydrauliques

Les ciments utilisés pour les bétons et les mortiers doivent satisfaire aux conditions générales imposées par la réglementation en vigueur. Ils seront de la classe CPJ 35 et proviendront de CIMENCAM.

2.4: Coffrages

Les coffrages seront simples et robustes. Ils devront supporter sans déformation appréciable le poids des hommes employés lors de la mise en œuvre. L'étanchéité des coffrages sera suffisante pour que l'excès d'eau ne puisse entraîner le ciment.

2.5: Armatures

Les armatures pour béton armé seront des aciers doux et aciers (Tor) conformes aux prescriptions des règles BAEL 91. Elles doivent être parfaitement propres, sans aucune tache de rouille, de peinture et de graisse. Elles seront façonnées et mises en œuvre conformément au plan de ferrailage soumis par l'entrepreneur et à l'approbation de l'Ingénieur du marché avant le début des travaux.

2.6: Eau de gâchage

Les eaux utilisées dans la confection des mortiers, béton et au lavage des agrégats doivent être dépourvues d'impuretés et de sels.

CHAPITRE III: MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Article 3 : Installation Du chantier

Les travaux d'installation du chantier seront à la charge de l'entreprise bénéficiaire du marché. Ils comprendront :

- La mise en place d'une plaque du chantier;
- L'édification d'un magasin d'approvisionnement avec un bureau attenant où le cahier de chantier et les pièces graphiques seront disponibles en permanence;
- Eventuellement, les branchements provisoires en eau et en électricité.

Article 4 : Travaux préparatoires

4.1: Etudes

Les études comprennent :

- Les relevés permettant l'implantation du bâtiment;
- L'établissement des plans d'exécution et de détails aux échelles convenables;

NB : L'établissement du plan de recollement. Ce plan sera remis avant la réception provisoire des travaux.

4.2: Débroussaillage

Le débroussaillage du terrain sera fait sur l'emplacement du bâtiment et ses alentours. Ce travail comprend toutes les sujétions d'abattage d'arbres et de dessouchage.

4.3: Démolition

Elles concernent tout ouvrage ou non, fondé sur l'emplacement du bâtiment. Les produits seront évacués à la décharge publique.

Il consiste à enlever pour réemploi ou pour évacuation à la décharge publique la terre végétale sur l'emplacement du bâtiment.

4.5 Nivellement de la plate-forme

Le nivellement de la plate-forme se fera sur l'emplacement du bâtiment

NB : au cas où il serait impossible de réaliser des nivellements comme prévu, le montant alloué sera utilisé de la manière suivante :

Terrain en pente : réalisation d'un mur de soutènement et remblais complémentaires suivant les directives de l'ingénieur de suivi.

4.6: Fouilles

Les fouilles seront descendues jusqu'au bon sol, assurant une parfaite stabilité de l'ouvrage. Dans tous les cas la profondeur de ces fouilles ne sera inférieure à 60 cm (rigoles) et 80 cm (en puits). Les parois de ces fouilles seront bien dressées et le fond parfaitement nivelé. L'exécution de ces fouilles sera subordonnée à l'approbation de l'implantation par le contrôleur des travaux.

4.7: Remblais

Les terres provenant de ces fouilles sous réserve de leur bonne qualité, utilisées pour le remblai. Ceux-ci seront exécutés par couches successives de 20 cm, arrosées et compactées. Les terres excédentaires ainsi que celles de mauvaise qualité seront évacuées à la décharge publique ou à des lieux agréés par le maître d'œuvre. De toutes les manières, les remblais seront purgés de tout détrit, racines, matières végétales et gravats.

Article 5 : Fondations

5.1: Béton de propreté

Un béton maigre dosé (200 kg/m^3) de 5 cm d'épaisseur sera régalié sur les fonds de fouilles.

5.2: Mur de fondation

Les murs de fondation seront exécutés en agglomérés de ciment 20x20x40 bourrés au béton ordinaire dosés à 200 kg/m^3 et hourdés au mortier de ciment ordinaire.

5.3: Semelles isolées

Les semelles isolées sous poteaux auront une section suivant le résultat de calcul de structure d'une épaisseur. Béton armé dosé à 350 kg/m^3 .

Aciers: 1^{er} et 2^e lit T10

5.4: Poteaux

En béton armé dosé à 350 kg/m^3 de section 20x20 pour les poteaux des murs de 20x30 pour les poteaux véranda.

Aciers: 6 filants 4T10 et 2T8 pour poteaux de 20x30 et. CADRE T6 tous les 20 cm.

5.5: Longrines

En béton armé de section 20x20.

Aciers: 4 filants T10, cadres T6 tous les 20 cm.

5.6: Dallage du sol

Le sol recevra un dallage en béton armé au TS et dosé à 300 kg/m^3 d'épaisseur 12 cm.

5.7: Chaînage

En béton armé dosé à 350 kg/m^3 de section 15x20. suivant plan

Aciers: 4 filants T8, cadres T6 tous les 20 cm

Article 6 : Maçonneries – Elévation

6.1: Murs

Les murs seront montés en agglos de 15x20x40cm suivant les indications du plan. Ces agglomérés devront offrir une résistance à l'écrasement non négligeable.

6.2: Poteaux : Idem que ci-dessus

6.3: Linteaux

En béton armé dosé à 350 kg/m^3 de section 15x20

Aciers: 4 filants T8, cadres T6 tous les 15 cm

6.4: Poutre de véranda

En béton armé dosé à 350 kg/m^3 de section 15x30

Aciers: 4 filants T8, cadres T6 tous les 20 cm.

6.5 : Plancher à corps creux

Dalles hourdis selon plans structures avec nervure et dalle de compression en B3, corps creux de classe B 80, armature des nervures et répartition de la dalle de compression selon note de calcul et coffrage P2

6.8: Chape

D'une épaisseur de 4 cm, elle sera réalisée avec un mortier de gros charge dosé à 400 kg /m³

6.8: Enduit

Sur toutes les parties maçonnées ou bétonnées, il sera exécuté un enduit de 2 cm d'épaisseur au mortier de ciment dosé à 400 Kg/m³

Accrochage : gobetis avec mortier de gros sable

Finition : avec mortier de sable fin taloché

Peinture : 02 couches de couleur au choix du maître d'ouvrage

Article 7 : Charpente – couverture – plafond

7.1: Charpente

Fermes : les fermes seront exécutées avec un bois dur traité au carbonyl de section 4x12 suivant les indications des plans. L'entrait et l'arbalétrier seront doublés.

7.2: Couverture

La couverture sera réalisée en tôle bac aluminium 5/10^{ème} en une longueur unique fixée sur des pannes de 6x8 traitées au carbonyl par des tirs fonds par de 8x80 avec accessoires. Le faîtage sera révélé et couvert avec des tôles crantées. Les pignons recevront des rives en aluminium.

Ce bardage sera en tôles bac sur un support constitué en lattes préalablement traitées au carbonyl de section 4x8 en façade avant, arrière et pignons.

NB: Toutes les menuiseries métalliques recevront une peinture anti rouille avant la livraison au chantier.

Article 10 : Peinture

Les travaux de peinture comprendront toutes sujétions d'égrenage, de ponçage et de rebouchage à l'enduit de peinture.

- Impression ;
- **Murs** : badigeon au smafix ;
- **Murs intérieur** : peinture vinylique en deux couches (Pantex 800) ; couleur jaune
- **Murs extérieurs et poteaux** : peinture vinylique en deux couches (Pantex 1300) jaune
- **Plinthes (hauteur = 1 m) et menuiseries métalliques** : peinture glycérophtalique : deux couches couleur marron navada

Article 11 : VRD

11.1: Rigoles

Elles seront exécutées autour du bâtiment, en béton dosé à 350 kg/m³. Ces rigoles auront 40 cm de large et 30 cm de profondeur, avec fond coulé et lissé à l'aide d'un mortier de ciment ordinaire dosé à 400 kg/m³ avec une épaisseur des parois de 8 cm. Ces rigoles seront recouvertes de dalles préfabriquées aux droits des entrées des salles de classe sur une largeur de 2 m. une pente de 2% sera exécutée au fond desdites rigoles pour faciliter l'écoulement des eaux pluviales.

11.2: Dallage extérieur

Les murs de soubassement seront protégés par un dallage de 60 cm de large et de 8 cm d'épaisseur d'après les plans, tout autour du bâtiment et hangar. Ce dallage sera en béton ordinaire dosé à 300 kg/m³.

Lu et accepté par l'Entrepreneur

LE.....à

PIECE N° 6: CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Modèle du cadre du bordereau des prix unitaires

BPU LOT 01 : REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE KAGNIE, DANS L'ARRONDISSEMENT DE BAYANGAM, DEPARTEMENT DU KOUNG - KHI, REGION DE L'OUEST				
N°	DESIGNATION	U	Prix en chiffre	Prix en lettre
LOT 100: TRAVAUX PREPARATOIRES				
101	Installation du chantier, confection plaque d'enseigne, amenée et repli du matériel y compris toutes sujétions	Ens		
102	Projet d'exécution et plan de recollement	ff		
103	Dépose soigneuses toiture et mise en dépôt	ff		
<i>A/ BATIMENT I: (SALLE INFORMATIQUE ET CM I)</i>				
LOT 200: MACONNERIE				
201	Agglos 15 x 20 x 40 sur ouverture arrière salle informatique et périmètre supérieur, pour sécurisation des machines y compris toutes sujétions	m²		
202	Enduits verticaux sur murs dosé à 300 Kg/m³	m²		
203	Fourniture et pose de claustras	m²		
LOT 300 : PLAFOND ET MENUISERIE				
301	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m²		
301	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²		
301	Planches de rives	ml		
301	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions (salle informatique)	U		
301	Raccord et fixation sur porte métallique CMI ainsi que fourniture et pose serrure à canon type vachette	ens		
LOT 400: ELECTRICITE				
401	Fourniture et pose de courant 2P+T	U		
402	Fourniture et pose interrupteurs	U		
403	Fourniture et pose réglette de 1,20 de marque Philips	U		
<i>B/ BATIMENT II: (CE II et CE I)</i>				
LOT 400: MACONNERIE				
400	Chape lisse à l'intérieur CE2, CEI et sur véranda CE2	m²		
LOT 500: PLAFOND ET MENUISERIE				
501	Raccord de maçonnerie et fixation porte arrière CE2 ainsi que pose crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	ens		
502	Fourniture et pose serrure à canon type vachette sur porte principale CE2	U		
503	Raccord de maçonnerie et fixation porte CEI ainsi que fourniture et pose serrure à canon type vachette (01) et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	ens		
504	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m²		
505	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²		
<i>C/ BATIMENT III: (SIL)</i>				
LOT 600: MACONNERIE				
601	Agrandissement des ouvertures 2,00 X 1,20 (nbre=5) et pose claustras	m²		
LOT 700: TOITURE - PLAFOND - MENUISERIE				
701	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m²		
702	Fourniture et pose planches de rives	ml		
703	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²		
704	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U		
<i>D/ BATIMENT IV: (CP)</i>				

LOT 800: MACONNERIE				
801	Agrandissement des ouvertures 2,00 X1,20 (nbre=5)et poses des claustras	m ²		
LOT 900: TOITURE - MENUISERIE - PLAFOND				
901	Fourniture et pose planches de rives à l'arrière	ml		
902	Etanchéité localisée au feutre bitume	m ²		
903	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U		
D/ BATIMENT V: (SALLE INACHEVEE)				
LOT 1000: MACONNERIE				
1001	Agrandissement des ouvertures 2,00 X1,20 (nbre=5) et poses claustras	m ²		
1002	Chape lisse à intérieur et sur véranda	m ²		
1003	Enduits verticaux sur murs dosé à 300 Kg/m ³	m ²		
1004	Tableaux mural	U		
LOT 1100:TOITURE - MENUISERIE - PLAFOND				
1101	Fermes en bastings de 10 X 3 doublé y/c contrevents	U		
1102	Chevron de 8 X 8 traité pour pannes	ml		
1103	Fourniture et pose tôles ondulées 5/10è	m ²		
1104	Fourniture et pose tôles faitière de 50 cm	ml		
1104	Fourniture et pose planches de rives	ml		
1105	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U		
LOT 1200: PEINTURE				
1201	Peinture acrylique ou pantex de type 1300 en bicouches sur murs extérieurs	m ²		
1202	Peinture à huile glycérophthalique sur menuiserie métallique	m ²		

BPU LOT 02 : REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE BATOUFAM MARCHÉ, DANS L'ARRONDISSEMENT DE BAYANGAM, DEPARTEMENT DU KOUNG - KHI, REGION DE L'OUEST				
N°	DESIGNATION	U	Prix en chiffre	Prix en lettre
LOT 100: TRAVAUX PREPARATOIRES				
101	Installation du chantier, confection plaque d'enseigne, amenée et repli du matériel y compris toutes sujétions	Ens		
102	Projet d'exécution et plan de recollement	ff		
103	Démolitions diverses et évacuation des gravas	ff		
A/ BATIMENT I: TROIS (03) SALLES DE CLASSE				
LOT 200: MACONNERIE				
201	Fouilles en puits et en rigole sur mur arrière	m ³		
202	Béton de propreté dosé à 250 Kg/m ³	m ³		
203	Agglos 20 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m ²		
204	Béton armé pour semelles, amorces, chaînage bas, poteaux de super structure, linteaux, chaînage haut, dosé à 350 Kg/m ³	m ³		
205	Agglos 15 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m ²		
206	Fourniture et pose de claustras	m ²		
207	Chape lisse intérieur et sur véranda	m ²		
208	Enduits verticaux sur murs dosé à 300 Kg/m ³	m ²		
209	Raccords généraux de maçonnerie	ff		
LOT 300 : PLAFOND ET MENUISERIE				
301	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m ²		
302	Etanchéité localisée au feutre bitume	m ²		
303	Planches de rives	ml		

304	Porte métalliques de 80 X 225 avec serrure à canon et crochets porte Cardenas y compris toutes sujétions	U		
	B/ BATIMENT II : UNE (01) SALLES DE CLASSE			
	LOT 400: MACONNERIE			
401	Fouilles en puits et en rigole pour mur arrière	m³		
402	Béton de propreté dosé à 250 Kg/m³	m³		
403	Agglos 20 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²		
404	Béton armé pour semelles, amorces, chaînage bas, poteaux de super structure (nbre= 3), dosé à 350 Kg/m³	m³		
405	Raccords généraux de maçonnerie	ff		
406	Agglos 15 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²		
	LOT 500: MENUISERIE METALLIQUE			
501	Porte métalliques de 80 X 225 avec serrure à canon et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U		
	C/ BATIMENT III: UNE (01) SALLE (INFORMATIQUE)			
	LOT 600: MACONNERIE			
601	Agglos 15 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²		
	LOT 700: TOITURE - MENUISERIE - PLAFOND			
701	Fourniture et pose tôles faitière	ml		
702	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²		
703	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m²		
704	Fourniture et pose serrure à canon type vachette	u		
705	Fourniture et pose grilles antivol sur fenêtres (1,50x2,00m), (nbre=5) y compris toutes sujétions	m²		
	LOT 900: PEINTURE			
901	Peinture acrylique ou pantex de type 800 en bicouches sur murs extérieurs	m²		
902	Peinture à huile glycérophtalique sur menuiserie métallique	m²		

PIECE N° 7: CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

**CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION
DES SALLES DE CLASSE L'ECOLE PUBLIQUE DE KAGNIE (LOT1) ET DE L'ECOLE
PUBLIQUE DE BATOUFAM MARCHE (LOT2) DANS LA COMMUNE DE BAYANGAM;
DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI, REGION DE L'OUEST**

DEVIS LOT 01 : REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE L'ECOLE PUBLIQUE DE KAGNIE					
N°	DESIGNATION	U	Qté	Prix U.	Prix total
LOT 100: TRAVAUX PREPARATOIRES					
101	Installation du chantier, confection plaque d'enseigne, amenée et repli du matériel y compris toutes sujétions	Ens	1		
102	Projet d'exécution et plan de recollement	ff	1		
103	Dépose soigneuses toiture et mise en dépôt	ff	1		
SOUS - TOTAL 100					
A/ BATIMENT I: (SALLE INFORMATIQUE ET CM I)					
LOT 200: MACONNERIE					
201	Agglos 15 x 20 x 40 sur ouverture arrière salle informatique et périmètre supérieur, pour sécurisation des machines y compris toutes sujétions	m²	27		
202	Enduits verticaux sur murs dosé à 300 Kg/m³	m²	8,00		
203	Fourniture et pose de claustras	m²	11,30		
SOUS - TOTAL 200					
LOT 300 : PLAFOND ET MENUISERIE					
301	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m²	25		
301	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²	2		
301	Planches de rives	ml	25		
301	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions (salle informatique)	U	1		
301	Raccord et fixation sur porte métallique CMI ainsi que fourniture et pose serrure à canon type vachette	ens	1		
SOUS - TOTAL 300					
LOT 400: ELECTRICITE					
401	Fourniture et pose de courant 2P+T	U	30		
402	Fourniture et pose interrupteurs	U	1		
403	Fourniture et pose réglette de 1,20 de marque Philips	U	6		
SOUS - TOTAL 300					
B/ BATIMENT II: (CE II et CE I)					
LOT 400: MACONNERIE					
400	Chape lisse à l'intérieur CE2, CEI et sur véranda CE2	m²	143,2		
SOUS - TOTAL 400					
LOT 500: PLAFOND ET MENUISERIE					
501	Raccord de maçonnerie et fixation porte arrière CE2 ainsi que pose crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	ens	1		
502	Fourniture et pose serrure à canon type vachette sur porte principale CE2	U	1		
503	Raccord de maçonnerie et fixation porte CEI ainsi que fourniture et pose serrure à canon type vachette (01) et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	ens	2		
504	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m²	20		
505	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²	2		
SOUS - TOTAL 500					
C/ BATIMENT III: (SIL)					
LOT 600: MACONNERIE					
601	Agrandissement des ouvertures 2,00 X1, 20 (nbre=5) et pose claustras	m²	12		
SOUS - TOTAL 600					
LOT 700: TOITURE - PLAFOND - MENUISERIE					
701	Plafond intérieur et extérieur en contre plaquet	m²	13		

702	Fourniture et pose planches de rives	ml	21		
703	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²	2		
704	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U	1		
SOUS - TOTAL 700					
D/ BATIMENT IV: (CP)					
LOT 800: MACONNERIE					
801	Agrandissement des ouvertures 2,00 X1,20 (nbre=5) et poses des claustras	m²	12		
SOUS - TOTAL 800					
LOT 900: TOITURE - MENUISERIE - PLAFOND					
901	Fourniture et pose planches de rives à l'arrière	ml	10,9		
902	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²	1,5		
903	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U	1		
SOUS - TOTAL 700					
D/ BATIMENT V: (SALLE INACHEVEE)					
LOT 1000: MACONNERIE					
1001	Agrandissement des ouvertures 2,00 X1,20 (nbre=5) et poses claustras	m²	12		
1002	Chape lisse à intérieur et sur véranda	m²	81,15		
1003	Enduits verticaux sur murs dosé à 300 Kg/m³	m²	169		
1004	Tableaux mural	U	1		
SOUS - TOTAL 1000					
LOT 1100:TOITURE - MENUISERIE - PLAFOND					
1101	Fermes en bastings de 10 X 3 doublé y/c contrevents	U	4		
1102	Chevrans de 8 X 8 traité pour pannes	ml	142		
1103	Fourniture et pose tôles ondulées 5/10è	m²	146		
1104	Fourniture et pose tôles faitière de 50 cm	ml	10,5		
1104	Fourniture et pose planches de rives	ml	39,5		
1105	Fourniture et pose porte métalliques de 90 X 1,95 avec serrure à canon type vachette et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U	1		
SOUS - TOTAL 1100					
LOT 1200: PEINTURE					
1201	Peinture acrylique ou pantex de type 1300 en bicouches sur murs extérieurs	m²	440		
1202	Peinture à huile glycérophthalique sur menuiserie métallique	m²	80		
SOUS - TOTAL 1200					
TOTAL HORS TAXES					
TVA 19,25%					
IR 2,2% OU 5,5%					
NET A MANDATER					
TOTAL TTC					

DEVIS LOT 02 : REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE BATOUFAM
MARCHE,

N°	DESIGNATION	U	Qté	Prix U.	Prix total
LOT 100: TRAVAUX PREPARATOIRES					
101	Installation du chantier, confection plaque d'enseigne, amenée et repli du matériel y compris toutes sujétions	Ens	1		
102	Projet d'exécution et plan de recollement	ff	1		
103	Démolitions diverses et évacuation des gravas	ff	1		
SOUS - TOTAL 100					
A/ BATIMENT I: TROIS (03) SALLES DE CLASSE					

LOT 200: MACONNERIE					
201	Fouilles en puits et en rigole sur mur arrière	m³	9		
202	Béton de propreté dosé à 250 Kg/m³	m³	0,7		
203	Agglos 20 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²	34		
204	Béton armé pour semelles, amorces, chaînage bas, poteaux de super structure, linteaux, chaînage haut, dosé à 350 Kg/m³	m³	3,80		
205	Agglos 15 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²	70,50		
206	Fourniture et pose de claustras	m²	26		
207	Chape lisse intérieur et sur véranda	m²	236		
208	Enduits verticaux sur murs	m²	140		
209	Raccords généraux de maçonnerie	ff	1		
SOUS - TOTAL 200					
LOT 300 : PLAFOND ET MENUISERIE					
301	Plafond intérieur et extérieur en contre plaqués	m²	230		
302	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²	3		
303	Planches de rives	ml	20		
303	Porte métalliques de 80 X 225 avec serrure à canon et crochets porte Cardenas y compris toutes sujétions	U	3		
SOUS - TOTAL 300					
B/ BATIMENT II : UNE (01) SALLES DE CLASSE					
LOT 400: MACONNERIE					
401	Fouilles en puits et en rigole sur mur arrière	m³	3,15		
402	Béton de propreté dosé à 250 Kg/m³	m³	0,25		
403	Agglos 20 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²	16		
405	Béton armé pour semelles, amorces, chaînage bas, poteaux de super structure (nbre= 3), dosé à 350 Kg/m³	m³	1,00		
406	Raccords généraux de maçonnerie	ff	1		
407	Agglos 15 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²	69		
SOUS - TOTAL 400					
LOT 500: MENUISERIE METALLIQUE					
501	Porte métalliques de 80 X 225 avec serrure à canon et crochet porte Cardenas y compris toutes sujétions	U	1		
SOUS - TOTAL 500					
C/ BATIMENT III: UNE (01) SALLE (INFORMATIQUE)					
LOT 600: MACONNERIE					
601	Agglos 15 x 20 x 40 y compris toutes sujétions	m²	15		
SOUS - TOTAL 600					
LOT 700: TOITURE - MENUISERIE - PLAFOND					
701	Fourniture et pose tôles faitière	ml	11		
702	Etanchéité localisée au feutre bitume	m²	1,5		
703	Plafond intérieur et extérieur en contre plaqués	m²	82		
704	Fourniture et pose serrure type vachette	u	1		
705	Fourniture et pose grilles antiviol sur fenêtres (1,50x2,00m), (nbre=5) y compris toutes sujétions	m²	15		
SOUS - TOTAL 700					
LOT 900: PEINTURE					
901	Peinture acrylique ou pantex de type 800 en bicouches sur murs extérieurs	m²	510		
902	Peinture à huile glycérophthalique sur menuiserie métallique	m²	35		
SOUS - TOTAL 900					
TOTAL HORS TAXES					
TVA 19,25%					
IR 2,2% OU 5,5%					
NET A MANDATER					
TOTAL TTC					

PIECE N° 8: MODELE DE LETTRE COMMANDE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

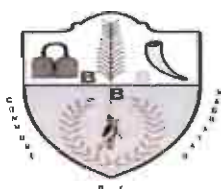
REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI

COMMUNE DE BAYANGAM

SECRETARIAT GENERAL

STRUCTURE INTERNE DE GESTION DES
MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

WEST REGION

KOUNG-KHI DIVISION

BAYANGAM COUNCIL

GENERAL SECRETARY

INTERNAL PUBLIC PROCUREMENT
MANAGEMENT STRUCTURE

LETTRE COMMANDE N° _____/LC/ C.BYGAM/SG/ SIGAMP/CIPM/2024
Passée après APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/C.BYGAM/SG/
SIGAMP/CIPM/2023 DU _____ POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES
SALLES DE CLASSE L'ECOLE PUBLIQUE DE KAGNIE (LOT1) ET DE L'ECOLE PUBLIQUE DE
BATOUFAM MARCHÉ (LOT2) DANS LA COMMUNE DE BAYANGAM, DEPARTEMENT DU
KOUNG-KHI, (REGION DE L'OUEST).

Maître d'Ouvrage: MAIRE DE LA COMMUNE DE BAYANGAM

TITULAIRE

B.P: _____, Tel _____ Fax: _____
N°R.C: _____ N°Contribuable: _____ RIB: _____

OBJET : les travaux de réhabilitation des salles de classe l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2)

LIEU : l'école publique de Kagnie (lot1) et de l'école publique de Batoufam Marché (lot2)
Arrondissement de Bayangam, Département du KOUNG-KHI, Région de l'ouest.

DELAID'EXECUTION : Trois (03) mois

MONTANT EN FCFA :

	Lot 01	Lot 02
TTC		
HTVA		
T.V.A 19,25%		
IR 2,2 ou 5,5%		
Net à mandater		

FINANCEMENT : BIP 2024

IMPUTATION : :

SOUSCRITE, LE _____
SIGNEE, LE _____
NOTIFIEE, LE _____
ENREGISTREE, LE _____

Entre: L'Etat du Cameroun représenté par le Maire de la commune de BAYANGAM
Ci- après dénommé
« MAITRE D'OUVRAGE » (AUTORITE CONTRACTANTE)

D'une part,

Et

Le cocontractant ou l'Entrepreneur.

B.P: _____ Tel _____ Fax: _____
N°R.C: _____ N°Contribuable: _____

Représentée par Monsieur _____, son Directeur Général, dénommée
Ci-après «l'entrepreneur»

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

Sommaire

- Titre I Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Titre IV : Détail ou Devis Estimatif (DE)

Page.... et Dernière de la LETTRE COMMANDE N° __/LC/ C.BYGAM/SG/ SIGAMP/CIPM/2024
 Passée après APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/C.BYGAM/SG/
 SIGAMP/CIPM/2024 DU _____ POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES
 SALLES DE CLASSE L'ECOLE PUBLIQUE DE KAGNIE (LOT1) ET DE L'ECOLE PUBLIQUE DE
 BATOUFAM MARCHE (LOT2) DANS LA COMMUNE DE BAYANGAM, DEPARTEMENT DU
 KOUNG-KHI, (REGION DE L'OUEST).

DELAID'EXECUTION : Trois (03) mois

Montant de la lettre commande en FCFA:

	Lot 01	Lot 02
TTC		
HTVA		
T.V.A 19,25%		
IR 2.2 ou 5,5%		
Net à mandater		

Lu et accepté Le Cocontractant

Bayangam, le

Signé par le Maire de la Commune de Bayangam

Bayangam, le

Enregistrement

**PIECE N°09: MODELE DES DOCUMENTS A UTILISER PAR LES
SOUSSIONNAIRES**

Table des modèles

Annexe n°0	Grille d'évaluation
Annexe n°1 :	Modèle de soumission
Annexe n°2 :	Modèle de caution de soumission.
Annexe n°3 :	Modèle de cautionnement définitif.
Annexe n°4 :	Modèle de caution d'avance de démarrage.
Annexe n°5 :	Modèle de caution de retenue de garantie.
Annexe n°6 :	Cadre du planning.

Annexe n° 0 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUSSIONNER

Je soussigné (Non du Représentant habilité),

De nationalité _____,

Faisant élection de domicile à _____, BP _____, Tél : _____,

Agissant au nom et pour le compte de : (Nom de l'Entreprise),

Inscrit au registre de commerce de _____,

sous le numéro : _____,

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces du dossier
d'Appel d'Offres National Ouvert n° ____/AONO/____ du
_____ pour _____.

- 1- Me soumetts et m'engage à exécuter ces prestations conformément au dossier de consultation et moyennant les prix que j'ai dressé après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des prestations.
- 2- M'engage à entreprendre dès réception de l'ordre de service de démarrer les prestations émis par l'Autorité Contractante, la mise en place du personnel et des moyens logistiques tel que prévu dans les termes du marché.
- 3- M'engage à respecter les délais maxima prévus par le planning d'exécution que j'ai moi-même établi.
- 4- M'engage à pré financer les travaux à hauteur de 20% au moins du montant toutes taxes comprises de ma soumission.

Date, Signature et cachet du Soumissionnaire

Annexe n° 1 : Modèle de soumission

Je, soussigné [indiquer le nom et la qualité du signataire]
représentant la société, l'entreprise ou le groupement dont
le siège social est à inscrit au registre du commerce de
..... sous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris l'(es) additif(s), de l'appel d'offres [rappeler le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres]:

- Après m'être personnellement rendu sur le site des travaux et avoir souverainement apprécié la situation et constaté la nature et les contraintes des travaux à réaliser

- Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établis conformément aux cadres figurant dans le dossier d'appel d'offres.

- Me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établis moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° à

- [en chiffres et en lettres] francs Cfa Hors TVA, et à
..... francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres]

- M'engage à exécuter les travaux dans un délai de mois

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours pour les AON et 120 jours pour les AOI] à compter de la date limite de remise des offres.

- Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants (en cas de possibilité d'attribution de plusieurs lots):

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre de la présente lettre commande en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de
..... auprès de la banque Agence de
.....

Avant signature de la lettre commande, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à le

Signature de

en qualité de dûment autorisé à signer les soumissions pour
et au nom de

Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission

A [indiquer l'Autorité Contractante et son adresse], « l'Autorité Contractante »

Attendu que l'entreprise , ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du pour [rappeler l'objet de l'Appel d'Offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous [nom et adresse de la banque], représentée par [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement à l'Autorité Contractante de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement à l'Autorité Contractante, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité prévue dans le Dossier d'Appel d'Offres;

ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution de la lettre commande par l'Autorité Contractante pendant la période de validité :

- omet de signer ou refuse de signer la lettre commande, alors qu'il est requis de le faire ;
- omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif de la lettre commande (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer à [Autorité Contractante] un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'Autorité Contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l'Autorité Contractante notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle (s) condition (s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l'Autorité Contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande de l'Autorité Contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à , le [signature de la banque]

Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N°

A [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné le Maître d'Ouvrage »

Attendu que ; [nom et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné « l'entrepreneur », s'est engagé, en exécution de la lettre commande désigné « la lettre commande », à réaliser [indiquer la nature des travaux]

Attendu qu'il ; est stipulé dans la lettre commande que l'entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche de la lettre commande correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions de la lettre commande,

Attendu que ; nous avons convenu de donner à l'entrepreneur ce cautionnement.

Nous, [nom et adresse de banque], représentée [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de 08 (huit) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre de la lettre commande, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification de la lettre commande. La caution est libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque à , le

Annexe n° 4 : Grille d'évaluation

DESIGNATION			Oui	Non
1 – Présentation générale de l'Offre (2pts)				
Reliure + Sommaire				
respect de l'ordre prescrit plus Intercalaire en couleur – Page de garde				
2 - Qualité du personnel (12Pts)				
Organigramme	Liste du personnel de chantier cohérent avec les tâches			
Compétence du personnel	conducteur des travaux	Diplôme légalisé de Technicien supérieur de GC/GR		
		CV daté et signé		
		Expérience de 3 projets en bâtiments		
		ancienneté de 3 projets au poste de conducteur des travaux		
	Chef de Chantier	Diplôme légalisé de Technicien de GC/GR		
		CV daté et signé		
		Expérience de 3 projets en bâtiments		
		ancienneté de 3 projets au poste de chef chantier		
	Chef d'équipe	Diplôme légalisé de CAP en BTP		
CV daté et signé				
ancienneté de 3 projets au poste d'équipe				
3 – Références de l'Entreprise (2Pts)				
travaux de construction dans le domaine du bâtiment : au moins 03 contrats (premier et dernière page de signature) + PV de réception				
travaux de réhabilitation dans le domaine du bâtiment: au moins 02 contrats (premier et dernière page de signature) + PV de réception				
4 – Matériels de chantier (3Pts)				
Au moins un camion ou un pick up (produire photocopie certifiée carte grise ou contrat de location)				
Au moins une bétonnière et vibreur				
Listes de petits matériels avec justificatifs				
6 – Méthodologie d'exécution des travaux (8Pts)				
Cohérence dans la note technique détaillée concernant l'organisation et l'exécution des travaux (Maîtrise de la méthodologie d'exécution des travaux)				
Cohérence dans le planning d'exécution des travaux				
Respect du délai d'exécution des travaux				
Description des mesures de Sécurité dans le chantier				
Rapport de visite de site avec photo illustratives				
Description des règles de protection socio-environnementale				
Cahier des clauses techniques particulières paraphé daté et signé				

NB : les soumissionnaires techniquement qualifiés devront avoir une note supérieure ou égale à 19/26 OUI

Annexe n° 6 :

6.1 PERSONNEL

Conducteur des travaux				Chef de Chantier N° 1				Chef de Chantier N° 2				Responsable laboratoire				Responsable Administratif			
Nom	Age	Fonction	Date de recrutement	Nom	Age	Fonction	Date de recrutement	Nom	Age	Fonction	Date de recrutement	Nom	Age	Fonction	Date de recrutement	Nom	Age	Fonction	Date de recrutement
																			2003
Formation				Formation				Formation				Formation				Formation			
Expérience projet Tp/ routiers 5 dernières années				Expérience projet Tp/ routiers 5 dernières années				Expérience projet Tp/ routiers 5 dernières années				Expérience laboratoire Géotechnique de 5 dernières années				Expérience dans la gestion administrative et/ou financière dans une structure des TP			
Voir annexe N° références et CV Personnel signés				Voir annexe N° références et CV Personnel signés				Voir annexe N° références et CV Personnel signés				Voir annexe N° références et CV Personnel signés				Voir annexe N° références et CV Personnel signés			
Remarques Générales				Remarques Générales				Remarques Générales				Remarques Générales				Remarques Générales			
Pers. Encadrement permanent à ce jour				Désignation				Nombre				Nationalité				Remarques Générales			
A - cadres techniques																			
B - cadres administratifs																			
C - personnel d'exécution																			

Pièce 6.2 : Moyens matériels du Cocontractant

N°	Designation	Marque	Type	Capacité	Age	Etat de fonctionnem.	Valeur actuel	Ammortis. mensuel	coût entret. mensuel	Taux jour location	Proprietaire	Localisation
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
TOTAL												

Joindre en Annexe les pièces justificatives de la propriété, location ou leasing et de l'âge des engins

PECE 6.3: REFERENCES DES TRAVAUX

Projets Travaux Publics exécutés pendant les 5 dernières années (joindre photocopies des certificats de bonne fin)

N°	Information sur :	Contrat date	Contrat date	Contrat date	Contrat date
1	Maître d'ouvrage				
2	objet du projet				
3	Localisation du projet				
4	Prestation				
5	Montant du contrat				
6	Montant des travaux décomptes à ce jour				
7	Délais d'exécution				
8	réception prov. date				
9	Montant de garantie pour chantier en cours				
10	recept. définitive date				
11	montant de caution en cours				
12	Certificat de bonne fin Annexe N°				
13	conducteur des travaux Nom âge				
14	Chef de chantier Nom âge				
15	Nombre agents techn.				
16	Nombre ouvriers				
17	matériel et engins utilisés				

Pièce 6.4 : Références /chiffres d'affaires annuel justifiés

Le Cocontractant

siège social :

N° statistique :

registre de commerce:

Chiffre d'affaire 20__	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA
Prestation principale					
Chiffre d'affaire 20__	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA
Prestation principale					
Chiffre d'affaire 20__	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA
Prestation principale					
Chiffre d'affaire 20__	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA
Prestation principale					
Chiffre d'affaire 20__	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA
Prestation principale					
Chiffre d'affaire 20__	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA	MioCFA
Prestation principale					

6.5 : Contrats en cours

[illegible]

Pièce 6.7: Fiche de planning et d'organisation des travaux

[illegible]

ANNEXE N°07 : MODELE DECLARATION SUR L'HONNEUR DE N'AVOIR ABANDONNE AUCUN
CHANTIER AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES

Nom de l'Entreprise
Adresse Postale
Adresse Physique

Messieurs,

Par la présente, nous déclarons sur l'honneur qu'à la date de la signature ci-dessous, notre entreprise n'a abandonné aucun chantier au cours des trois dernières années.

Nous nous engageons au cas où nous serions retenus comme adjudicataire provisoire pour l'exécution de projets, de vous soumettre dans les 7 jours de votre demande, une attestation dûment certifiée confirmant cette déclaration.

Date: _____

PIECE N°10: PLANS DE L'OUVRAGE

**PIECE N°11: LISTE DES BANQUES ET DES COMPAGNIES
D'ASSURANCES AGREEES ET HABILITEES A EMETTRE DES
CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

TITRE DES BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE AGREES ET INSTITUTIONS
A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES 1991

L. HANQUES

1. Afriland First Bank (AFB), B.P. 11 834, Yaoundé;
2. BANGE Bank Cameroun (BANGE CMR), B.P. 34 692, Yaoundé;
3. Banque Atlantique Cameroun (BACM), B.P. 2 933, Douala;
4. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), B.P. 12 962, Yaoundé;
5. BGF Bank Cameroun (BGFIBANK Cameroun), B.P. 660, Douala;
6. Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), B.P. 1 925, Douala;
7. Citibank Cameroun (Citibank Cameroun), B.P. 4 571, Douala;
8. Commercial Bank Cameroun (CBC), B.P. 4 004, Douala;
9. Credit Communautaire d'Afrique-Bank (CCA-Bank), B.P. 6 578, Yaoundé;
10. Ecobank Cameroun (ECOBANK), B.P. 582, Douala;
11. National Financial Credit-Bank (NFC-Bank), B.P. 6 578, Yaoundé;
12. Société Commerciale de Banque-Cameroun (SCB-Cameroun), B.P. 900, Douala;
13. Société Générale Cameroun (SOC), B.P. 4 042, Douala;
14. Standard Chartered Bank Cameroun (SCBC), B.P. 1 784, Douala;
15. Union Bank of Cameroon (UBC), B.P. 15 569, Douala;
16. United Bank for Africa (UBA), B.P. 2 088, Douala;

II. COMPAGNIES D'ASSURANCES

17. ACTIVA Assurances, B.P. 12 970, Douala ;
18. AREA Assurances, B.P. 15 584, Douala ;
19. ATLANTIQUE Assurances Cameroun (ARDT, B.P. 1 073, Douala ;
20. CHANAS Assurances, B.P. 109, Douala ;
21. CPA S.A., B.P. 54, Douala ;
22. NSIA Assurances, B.P. 2 759, Douala ;
23. PRO ASSUR, B.P. 5 963, Douala ;
24. Prudential Beneficial General Insurance, B.P. 2 328, Douala ;
25. ROYAL ONYX Insurance Cie, B.P. 12 210, Douala ;
26. SAAR, B.P. 1 011, Douala ;
27. SANLAM Assurances Cameroun, B.P. 12 125, Douala ;
28. ZENITHE Insurance, B.P. 1 540, Douala ;

Fait à Yaoundé, le

MINISTRE DES FINANCES



Louis Paul MOTAZE

le des banques